

Dr RADOMAN JOVANOVIĆ, conseiller scientifique supérieur
Institut d'Histoire de la R. S. de Monténégro – Titograd

LES RELATIONS POLITIQUES ENTRE LE MONTÉNÉGRO ET LA RUSSIE (1711–1918)

Orientation à la Russie et réalisation de son culte au Monténégro

Prenant part aux guerres contre la Turquie (de Candie – 1645–1669 et de Morée – 1684–1699) du côté de la République de Venise, les Monténégrins, les habitants de Brda et les Herzégoviniens se sont rendu compte qu'avec son aide ils ne pourraient pas se libérer, et ils éprouvaient une grave désillusion à cause de la déchéance de Venise. Pour cette raison, les Monténégrins, abandonnés à eux-mêmes et aux représailles turques, ont reçu avec joie l'émissaire de l'empereur russe Pierre Alexéevitch. Ainsi, vers le milieu de l'année 1711 il s'était produit au Monténégro un événement de grande importance pour son histoire jusqu'à la fin de l'existence de son État – arrivée de la première mission politique russe dans ce pays.

Lorsqu'en 1710 éclata, pour la deuxième fois, la guerre entre la Russie et la Turquie, à la cour de l'empereur Pierre le Grand fut décidé, pour la première fois dans l'histoire des guerres russo-turques, de soulever la révolte des populations chrétiennes des Balkans et de les inclure de cette façon dans la guerre russo-turque. A cet effet ont été envoyés au Monténégro, dans les Brda et l'Herzégovine, deux officiers, Serbes au service de la Russie – colonel Milorad Miloradović et capitaine Ivan Lukačević, qui portaient avec eux les proclamations de l'empereur invitant les chrétiens à se lever contre les Turcs, et leur indiquaient que la Russie faisait déjà la guerre pour leur libération.

Au commencement même des relations politiques entre le Monténégro et la Russie on a remarqué que la Russie voulait faciliter sa position dans la guerre contre la Turquie par l'aide des chrétiens des Balkans, tandis que ces derniers attendaient que la Russie les libérât de la

servitude turque. Les Monténégrins accueillirent avec enthousiasme les émissaires de l'empereur russe „de la même religion et de la même souche”, car ils étaient flattés d'apprendre qu'un si puissant empereur veillait à leur sort et ce geste avait suscité leurs nombreuses espérances en sa protection. Les Monténégrins ont manifesté leur résolution d'entrer en lutte contre les Turcs sous le commandement de Miloradović, mais cette armée sans aucune organisation n'a réussi à prendre aucune des villes fortifiées (Gacko, Nikšić, Trebinje et Spuž) qu'elle attaquait. Ils mettaient tout de même un grand espoir en armes russes et les Monténégrins ne voulaient pas croire en défaite que les Russes avaient subie sur le Pruth, mais continuaient à faire la guerre de partisans pendant toute l'année 1712. La Turquie a puni le Monténégro en 1712 à cause de leur coopération avec les Russes. L'armée turque, commandée par Achmet-pacha pénétra cette année à Cetinje, démolit le monastère dans cette ville, emmena les otages et recueillit la capitation. En ce temps-là, l'église orthodoxe serbe, incitée par les actions de Pierre le Grand, créait le culte de la Russie, en prêchant qu'elle était l'unique État envoyé par Dieu qui pût protéger le peuple serbe nos seulement contre la servitude turque et l'islamisation, mais aussi contre la conversion à l'union, précisément au moment où on introduisait dans le service religieux le plain-chant russo-slave au lieu de plain-chant serbo-slave. Combien l'évêque Danilo Petrović était enchanté et un partisan fervent de la Russie, on le voit de ces paroles connues: „Je suis Moscovite, Moscovite, Moscovite. Je parle, je parle, je parle, et à qui je suis, à celui est aussi le pays”. Par ces mots l'évêque Danilo avait, en effet, formulé le programme de son orientation dans le domaine de la politique extérieure que lui-même et ses successeurs soutenaient avec tenacité, particulièrement l'évêque Vasilije. L'évêque Danilo lui-même était un défenseur zélé de l'orientation à la Russie, en combattant les adversaires qui cherchaient encore un appui sur Venise affaiblie ou sur l'Autriche.

L'évêque s'adressait à l'empereur russe, en disant: „Nous attendons ardemment l'assistance... en vue de nous libérer et de nous mettre sous votre protection magnanime”. Après une campagne prolongée et deux terribles expéditions punitives des Turcs contre le Monténégro (1712–1714), l'évêque Danilo a décidé de partir lui-même pour Saint-Petersbourg et de se concerter directement avec les Russes sur les rapports entre son petit pays et le grand État slave. Ainsi Danilo fut le premier métropolite monténégrin qui s'était mis en route pour la lointaine capitale russe et frayé par là le chemin que suivront tous ses successeurs, aussi bien les métropolites que les souverains temporels monténégrins. Cette orientation du Monténégro aura des conséquences de grande portée pour l'entière histoire monténégrine et particulièrement déterminera essentiellement sa position internationale.

Vers la fin de l'année 1714 le métropolite Danilo partit pour la Russie, restant en voyage plusieurs mois. Avant qu'il se fût dirigé en Russie, une délégation monténégrine visitait la cour de Saint-Petersbourg. A la tête de cette délégation se trouvait l'archimandrite Maxime, auquel fut promise l'aide de la cour russe pour la colonisation des Monténégrins et

des autres Slaves du Sud en Russie et l'admission de ceux-ci à son service. Le métropolite Danilo fut reçu par l'empereur Pierre I^{er} qui l'a gratifié d'importants moyens pécuniaires (5.000 roubles pour lui-même, 3.400 roubles pour les frais de voyage, 5.000 roubles et 1.000 ducats, avec 16 médailles – pour les chefs monténégrins et 1.600 roubles pour le peuple monténégrin – victime des violences turques). L'empereur a édicté alors deux chartes: par la première, il engageait les Monténégrins de lutter, en cas de guerre contre les Turcs, du côté de la Russie et par la seconde il fixait une aide permanente (500 roubles par an) au monastère de Cetinje.

De cette façon, la lutte monténégrine pour la libération se liait solidement aux plans anti-turcs de la cour russe et à partir de ce moment, avec certaines hésitations, elle était menée avec de grands espoirs en soutien actif russe et d'attentes considérables de protection puissante de l'empereur russe, „de la même religion et de la même souche”, et, en outre, unique souverain orthodoxe.

La visite à Saint-Petersbourg avait exercé une grande influence sur l'évêque Danilo, mais il ne s'est pas, tout de même, incliné sans réserve à la Russie, mais, dans la lutte contre la Turquie, il cherchait aussi l'appui sur l'Autriche. Après son retour de la Russie, au printemps de l'année 1716, l'évêque a trouvé son pays dévasté en troubles et dans une situation grave. C'étaient des circonstances favorables pour une activité fortement prononcée du courant anti-russe dans la couche de chefs monténégrins. Car, les guerres que les Monténégrins faisaient en s'appuyant sur la Russie et avec le ferme espoir de son aide, ne leur apportaient que les adversités des spoliations effrayantes et des ravages turcs. Pour cette raison la majorité des chefs monténégrins étaient turcs l'orientation à la Russie, préconisée par l'évêque et pour la continuation de la coopération avec Venise à laquelle les liait une longue tradition des guerres faites en commun et la »solde« annuelle permanente, par laquelle elle les recompensait pour leur loyauté et coopération.

Un champion ardent de l'orientation à la Russie, l'évêque Danilo s'efforçait à atténuer les dispositions anti-russes des chefs et, par conséquent, par sa politique, il est tombé en disgrâce auprès de Venise. Son successeur, jusqu'à sa mort l'évêque coadjuteur Sava (1735), comme témoin oculaire de deux dévastations turques, en partie à cause de l'orientation pro-russe de son prédécesseur, il faisait de la politique passive dans la mouvement de libération global. Ayant perdu ses illusions quant à la Russie et à son aide efficace, l'évêque Sava s'en tenait, au fond, à l'appui ancien et éprouvé sur Venise, tandis qu'il n'attendait de la Russie rien de plus que l'aide matérielle à l'église et au peuple, croyant que Saint-Petersbourg lointain n'était pas en état d'offrir davantage. Pourtant, l'évêque Sava a choisi pour son coadjuteur Vasilije, homme très énergique et imaginatif qui considérait que les Monténégrins, les habitans du Littoral et de Brda et les Herzégoviniens pouvaient se libérer de la domination turque uniquement avec l'aide de la »mère Russie« et qui a créé au Monténégro un véritable culte de la Russie, de sa cour et de »l'empereur libérateur«.

L'évêque Sava ne se décida qu'en 1742 à partir pour la Russie, où il arriva en 1743. Il s'y intéressait, en premier lieu à l'acquittement des subventions arriérées. Au mois d'octobre 1743, l'impératrice Elisabeth Petrovna a édicté un décret nouveau par lequel elle accordait l'aide au monastère de Cetinje de 500 roubles chaque troisième année et au peuple monténégrin une aide de 3.000 roubles en une seule fois. A l'évêque et à sa suite ont été payés les frais de voyage et donnés en cadeau les livres liturgiques, A Saint-Pétersbourg on a donné à l'évêque le conseil de vivre en paix avec Venise, ce qu'il faisait déjà en tout cas. Ce fut seulement vers la fin de mai 1744 que l'évêque se mit en route pour le Monténégro.

Pendant le séjour assez prolongé de l'évêque Sava en Russie, au Monténégro s'est manifesté puissamment la personnalité de son proche parent, le coadjuteur Vasilije, homme entreprenant et actif qui connaissait bien la situation politique, homme de grand élan, possédant des qualités exceptionnelles d'orateur et un pouvoir suggestif puissant, mais avec un sentiment insuffisant pour séparer la réalité des aspirations et de l'imagination. Par son activité entière et son apparence, l'évêque Vasilije a réussi à s'imposer aux Monténégrins et à laisser dans l'ombre politique l'évêque Sava, homme inactif et irrésolu.

L'évêque Vasilije faisait des efforts obstinés de s'approcher de la cour de Saint-Pétersbourg. Il a adressé, en 1746, une demande au chancelier russe le comte Bestoujeff-Rioumine que la Russie s'occupât de l'organisation des écoles au Monténégro, entre autre, pour s'opposer autant que possible aux tendances de l'église catholique et de ses missionnaires à ébranler l'orthodoxie traditionnelle des Monténégrins.

Ayant réussi à obtenir du patriarche Athanase et de trois métropolitains la confirmation qu'il voyagerait en Russie en vue de faire la quête et la recommandation du métropolitain Sava pour la cour de Russie, l'évêque Vasilije est arrivé, au mois de septembre 1752, pour la première fois à Saint-Pétersbourg et au pays de ses rêves passait presque une année et demie, reçu partout et par tous cordialement et avec honneurs. Il faisait des efforts de faire connaître, à Saint-Pétersbourg, de vive voix et par écrit, aux »frères par religion et par le sang« la situation difficile du Monténégro et de transmettre à l'impératrice Elisabeth Petrovna la prière des chefs monténégrins, de protéger les Monténégrins de »l'ignorance, la faim et des Turcs«. Ce voyage de l'évêque avait une importance historique, car il orientait les Monténégrins et les habitants du Littoral et de Brda de façon durable vers la Russie.

Pendant son séjour à Saint-Pétersbourg et à Moscou l'évêque a fait connaissance d'un grand nombre de gens très influents à la cour de Russie. Il parlait et écrivait partout que le Monténégro n'est soumis à personne, sauf à l'impératrice russe et il suppliait qu'on ajoutât au titre du souverain russe aussi la »principauté monténégrine«. Pour réaliser ses buts, il écrivait inlassablement aux personnages éminents de la vie politique russe: à l'impératrice Elisabeth, à Bestoujeff-Rioumine, au comte Schouvaloff, au comte Razoumovski, au comte Vorontzoff, au Collège des Affaires Étrangères, à l'héritier du trône, au Sénat d'État. Par son ca-

ractère suggestif il s'imposait aux nombreux gens influents et il a réussi même à être reçu auprès de l'impératrice elle-même. Il priait et suppliait partout que la Russie se chargeât de l'organisation du pouvoir public et de l'armée au Monténégro et de la fondation d'une école. Il voulait faire croire à la Russie officielle que le Monténégro était tel qu'il le considérait lui-même et de la persuader de la nécessité d'un rapprochement avec ce pays. Il exigeait l'aide pour son »peuple monténégrin slavoserbe«, les livres liturgiques et autre assistance et les chefs monténégrins affirmaient par écrit qu'ils étaient »toujours prêts à verser notre sang pour l'Empire panrusse«.

Pendant son séjour en Russie l'évêque a soulevé la question de l'émigration des Monténégrins dans ce vaste pays, ce que le gouvernement russe accepta. Sous ce rapport on a soulevé aussi la question du statut international du Monténégro. Vasilije y remporta un grand succès, car le gouvernement russe céda devant ses affirmations que les Monténégrins étaient un peuple libre, entièrement indépendant du pouvoir turc.

A Moscou s'était réalisé »le rêve ancien« de Vasilije et il y fit imprimer son »„Histoire du Monténégro« (1754), par laquelle il voulait éveiller l'intérêt du gouvernement russe pour son »pays libre« et démontrer que les Monténégrins seuls étaient dignes d'attention de la cour russe et qu'ils joueraient le rôle décisif dans le mouvement de libération du peuple serbe.

Vasilije a soulevé, en outre, les questions de grandé portée qui touchaient de près l'importante question d'Orient – la libération du peuple serbe avec l'aide de la Russie et sous sa protection. Et pourtant, à Vasilije, insuffisamment versé dans les relations internationales et dans les plans de la cour russe, cette importante question semblait être simple et facile à résoudre, bien qu'à cette époque la cour russe n'eût pas l'intention de soulever l'importante question de l'existence de la Turquie dans les Balkans.

Presque toutes les demandes de Vasilije étaient satisfaites en Russie. On lui a donné l'aide en livres liturgiques et vases sacrés, on a couvert ses frais de voyage (3.000 roubles), les frais de son séjour en Russie et on lui a donné 5.000 roubles pour le monastère de Cetinje et la réparation des églises.

De retour de Saint-Petersbourg Vasilije vantait partout la Russie et blâmait Venise, il disait qu'il y avait reçu beaucoup plus qu'il n'avait demandé et racontait les plus belles histoires sur le grand empire orthodoxe. L'évêque distribuait l'argent qu'il avait obtenu en Russie, à ceux qu'il voulait gagner à son action politique, et il en donnait à profusion particulièrement aux habitants du Littoral. Il était évident que le séjour en Russie avait laissé sur l'évêque une impression profonde et ineffaçable et que cela l'a incité à une action anti-turque énergique. Infiniment ravi de la Russie et fermement convaincu du bien-fondé et du réalisme de son orientation totale à la Russie, le métropolitite créait obstinément un véritable culte de la Russie et de son empereur au Monténégro, et il le faisait considérablement davantage que n'importe qui avant ou après

lui. Il tâchait même de persuader les Monténégrins, sans fondement, du soutien sans réserve »du puissant empire slave«, prétendant que l'impératrice Elisabeth Petrovna »attaquerait la Turquie« si celle-ci assaillait le Monténégro. L'accueil qui lui était réservé en Russie et les honneurs qui lui y étaient faits, ont rehaussé l'assurance de l'évêque Vasilije, dans la lutte anti-turque et intensifié son mépris pour les autorités vénitienes voisines comme représentants d'un État délabré, qu'il bravait ouvertement par son orientation à la Russie et les Vénitiens se préparaient à l'empoisonner comme un dangereux »homme russe«. Grâce aux efforts de ce métropolitain, même un peu vantard, le monastère de Stanjevići était devenu »le foyer de la propagande russe«. Encouragé par les résultats du voyage de Vasilije en Russie, le voivode de Kuči Ilija Drekalović a aussi tenté d'établir les liens avec la cour russe, mais ses efforts n'étaient pas fructueux, car ils étaient faits contre la volonté de l'évêque.

Dans ses efforts pour la défense du pays contre les attaques turques, Vasilije mettait trop d'espoir en cour russe et sa puissante protection. Immédiatement après son retour de la capitale russe, l'évêque a prié l'impératrice russe de prendre le Monténégro officiellement sous son égide, croyant que c'était l'unique moyen de le libérer du danger dont il était menacé de la part de la Turquie, profondément convaincu que l'action anti-turque ne pouvait être menée qu'en prenant l'appui sur la Russie dans laquelle il mettait tout son espoir. Dans les nombreuses lettres qu'il adressait aux hommes d'État russes et à l'impératrice elle-même, l'évêque priait que le Monténégro, la Zéta, les Brda et le Littoral fussent »insérés dans le titre impérial comme faisant partie de l'Empire Russe". En s'adressant tant de fois l'évêque voulait persuader la cour russe du rôle exceptionnel du Monténégro dans les guerres russo-turques, bien qu'il y exagérât. Ses instances eurent un retentissement à la cour russe et, pour la première fois dans l'histoire des rapports russo-monténégrins, elle intervint en 1756 en faveur de ce petit pays, en demandant à suspendre l'attaque turque contre celui-ci.

Cette intervention officielle de la diplomatie russe représente le commencement d'une nouvelle phase dans les rapports entre le Monténégro et la Russie. A partir de ce temps-là, la Russie profitait de toute occasion de s'employer pour le Monténégro sur le champ diplomatique et de l'inclure, par ses interventions, dans les relations internationales compliquées et intéresser les États européens à son sort.

Pendant sa première visite à la Russie, l'évêque Vasilije a soulevé aussi la question du déménagement des Monténégrins dans ce vaste pays et donné l'idée de fonder un régiment monténégrin dans l'armée russe, ce que la cour de Russie a accepté. Lorsque l'évêque eut exposé son projet à Cetinje, les chefs s'y opposèrent. Les autorités vénitienes étaient aussi contre l'émigration en masse des Monténégrins en Russie, et en 1757 seulement environs 140 hommes se mirent en chemin pour cette destination lointaine. Certains de ceux-ci sont revenus parce que la manière de vivre russe ne leur convenait pas.

Venise ayant prohibé aux Monténégrins d'acheter la poudre et le plomb dans son territoire, ils furent convaincus davantage que c'est seu-

lement de la Russie qu'ils pouvaient attendre l'aide dans la lutte contre les Turcs. L'évêque Vasilije resta fidèle à cette conviction jusqu'à la fin de sa vie.

Après l'échec de la migration des Monténégrins en Russie, l'évêque Vasilije s'achemina de nouveau à Saint-Petersbourg où il arriva au commencement du mois de mars 1758. Là il écrivait de nouveau infatigablement à chacun pour lequel il croyait de pouvoir exercer une influence sur la réalisation de ses projets, faisait différentes propositions fantastiques, irréelles et irréalisables. L'évêque avait dans sa suite une nombreuse délégation monténégrine, dans laquelle il y avait des chefs très influents qui étaient en conflit avec lui et qui ont commencé à agir contre ses projets. Parmi les adversaire de l'évêque il se distinguait particulièrement le moine Teodosije Mrkojević. Malgré l'opposition de ses adversaires dans la suite, Vasilije fut reçu deux fois en audience par l'impératrice. Il tâchait obstinément de démontrer sa thèse favorite de la mission historique du Monténégro dans les Balkans mais ces efforts d'intéresser la cour russe au sort des peuples balkaniques n'ont pas produit des résultats auxquels on s'attendait. Aussi quelques propositions de l'évêque n'ont pas été acceptées à Saint-Petersbourg, car la cour russe était mieux informée sur lui qu'au temps de sa première visite. En réponse aux grandes propositions de l'évêque on lui accorda une aide matérielle considérablement moins importante que la première fois (au peuple monténégrin. 1.000 ducats, aux membres les plus importants de la délégation monténégrine 50 ducats à chacun, 50 roubles pour le monastère de Cetinje et à l'évêque personnellement 1.000 roubles).

Incité par les différentes accusations contre Vasilije, le gouvernement russe a décidé d'envoyer avec lui au Monténégro comme émissaire le colonel Poutchkoff, auquel il a confié 15.000 roubles d'aide au Monténégro et 1.132 roubles que le Synode russe avait accordés au monastère de Cetinje. Il fut ordonné à Poutchkoff d'examiner les assertions de Vasilije relatives au Monténégro, à son rôle éventuel et à la situation dans ce pays-ci et d'en rapporter.

L'évêque n'était pas content de résultat de sa mission, car ses nombreuses demandes adressées à la cour de Russie n'étaient pas réalisées. Il n'a pas réussi à faire accepter à l'impératrice sa prière de recevoir les Monténégrins comme ses sujets, ses nombreuses propositions: que le gouvernement russe organise et fournisse les moyens pour l'entretien de l'administration et de l'armée au Monténégro, pour l'organisation de l'instruction publique et nombreux autres projets irréalisables n'étaient pas adoptées. Bien qu'il se soit rendu compte de méfiance que le gouvernement russe montrait à son égard, Vasilije avait une foi inébranlable en Russie et il écrivait que: „Les Monténégrins ne reconnaissent nul autre, sauf Dieu et la grande souveraine de toutes les Russies”. Vasilije rentra de son second voyage en Russie vers le commencement du mois d'août 1759, attendu avec impatience et accueilli avec enthousiasme et de manière spectaculaire par les habitants du Littoral et les Monténégrins à Majine, ce qui devait faire une impression profonde sur l'émissaire russe Poutchkoff et lui montrer combien puissant était le culte de

la Russie au Monténégro et combien fidèles et dévoués lui sont les Monténégrins. („Si un soldat russe vient, le peuple le considère roi”.)

L'évêque accompagnait le colonel Poutchkoff à travers le Monténégro, ayant soin qu'il produise la meilleure impression possible sur lui mais tout était en vain, car le rapport qu'il en écrivit, peignait la situation au Monténégro sous les couleurs les plus sombres, ce qui a exercé une forte influence sur la disposition de la cour russe envers Vasilije. A cause de cela l'évêque dut interrompre, pour un certain temps, les liens avec son pays favori et plus tard, la cour russe lui a ouvertement déclaré qu'il n'était plus désirable à Saint-Pétersbourg. L'évêque attendait patiemment le moment favorable pour renouer ses liens avec la cour de Russie, et ce moment se présenta lors de l'arrivée au trône de l'impératrice Catherine Alexandrovna. Celle-ci, il est vrai, n'admettait pas Vasilije au début de son règne, mais, par contre, elle ne rejetait pas le Monténégro.

En 1762 déjà, les évêques monténégrins Sava et Vasilije dirigeaient en grand secret vers la Russie deux de leurs neveux, avec les lettres adressées à l'impératrice, ce qui a donné lieu à une nouvelle action des adversaires de Vasilije, visant à le dénigrer davantage auprès de la cour de Russie et à diminuer son influence politique.

L'église orthodoxe était un canal très puissant et fort efficace par lequel se consolidait l'influence russe dans les Balkans. Dès les années 1699 et 1700 la Russie se considérait protectrice des peuples orthodoxes des Balkans sur le plan international. La puissante influence qu'elle exerçait sur les populations orthodoxes dans la Péninsule était particulièrement prononcée au Monténégro et surtout dans le Littoral où elle a fait échouer les tentatives de Venise et de l'église catholique de convertir les populations orthodoxes au catholicisme. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, grâce à l'aide généreuse que leur accordait la Russie, les habitants orthodoxes du Littoral monténégrin s'opposaient de façon énergique à l'église catholique. A cette époque-là „dans la région des Bouches de Kotor il n'y avait aucune église orthodoxe dans laquelle on n'eut pu trouver quelque vase sacré, provenant de la Russie, ni de chef qui ne portât une médaille russe” (G. Stanojević, *Histoire du Monténégro*, 3, 364).

Vasilije ne perdait pas l'espoir de pouvoir atténuer la mauvaise impression produite par le rapport de Poutchkoff et au mois de juin 1765 il s'achemina vers la Russie pour la troisième fois, sans mener avec lui les chefs monténégrins, convaincu qu'il entrerait dans les bonnes grâces de la nouvelle impératrice. L'évêque portait avec lui toutes les chartes que les empereurs russes avaient octroyées aux Monténégrins, afin de persuader la nouvelle impératrice des liens traditionnels monténégrins-russes et que le Monténégro se trouvait depuis longtemps déjà sous „la protection de la Majesté Impériale russe”. Dans la capitale russe, l'évêque écrivait de nouveau de nombreuses lettres, cherchant l'aide pour organiser l'administration au Monténégro et demandant sans cesse la proclamation officielle du protectorat russe au Monténégro.

Comme il devait s'efforcer de gagner les bonnes grâces de la nouvelle impératrice, Vasilije ne soulevait pas cette fosi, comme il l'avait fait auparavant, les questions importantes relatives à l'organisation, autour du Monténégro, d'un vaste mouvement de libérations des peuples balkaniques, ni ne proposait l'idée irréalisable de créer un État balkanique sous l'hégémonie du Monténégro. Vasilije s'en tenait cette fois-ci aux rapports directs et concrets de la cour russe envers le Monténégro. Pourtant, il n'a pas obtenu grand-chose, excepté la normalisation des relations avec la cour de Russie, car il tomba malade et mourut au mois de mars 1766, en recommandant le Monténégro à la faveur et protection de la cour de Russie, à laquelle étaient liés tous ses plans politiques. Il fut enterré à Saint-Petersbourg aux frais de l'État et selon un cérémonial qui correspondait à son rang et par là était symbolisée l'amitié russo-monténégrine.

Pour remettre la succession de Vasilije et sonder la situation au Monténégro, fut envoyé dans ce pays, avec les moines monténégrins Josif Vukićević et Petar Petrović, le sous-lieutenant Tarassoff, portant la charte octroyée aux Monténégrins par l'impératrice Catherine Alexandrovna.

Extension et consolidation des liens et rapports entre le Monténégro et la Russie

Les guerres que la Russie faisait avec succès à la Turquie dans le dernier tiers du XVIII^e siècle ont raffermi l'autorité de la Russie auprès des peuples balkaniques. Comme aucun de ces peuples n'était pas en état de réaliser seul sa libération de la domination turque, ils demandaient l'aide de la Russie, dont les guerres contre la Turquie exerçaient une puissante influence sur le développement du mouvement de libération dans les Balkans. Nonobstant le fait que la Russie cherchait, par ses guerres contre la Turquie, à renforcer autant que possible ses positions sur la Mer Noire et la Méditerranée, ces guerres profitaient objectivement aux peuples balkaniques et étaient dans la ligne du mouvement de libération. La Russie voulait utiliser le mouvement de libération des populations orthodoxes des Balkans dans ses guerres contre la Turquie. Par des liens relativement forts avec elles, la Russie renforçait rapidement son influence politique, soulignant toujours la proximité ethnique et de langue et la religion orthodoxe, commune aux Russes et au peuple serbe.

En ce temps-là, l'Empire Ottoman entrait dans une période de crise et de décadence générale ce qui permit aux Monténégrins de lutter sans trêve contre les Turcs. Les guerres russo-turques et l'appui sur la Russie „de la même origine ethnique et de la même religion”, exaltaient puissamment l'espoir des Monténégrins qu'ils se libéreraient de la domination turque avec l'aide de l'empereur russe. Les nombreuses manifestations de la faveur de la part de la cour de Russie, les chartes impériales et les efforts de l'évêque Vasilije, ont implanté dans les esprits des Monténégrins une foi sans limite en Russie. La seule mention du nom de l'empereur russe produisait au Monténégro un effet magique. C'est

ce qui a rendu possible à „l'inconnu” Šćepan Mali (Étienne le Petit) d'annoncer qu'il était l'empereur détrôné et assassiné Pierre Fédorovitch et d'entraîner par là les Monténégrins et les habitants de Brda et du Littoral ignorants de le reconnaître comme leur maître et d'exécuter ses ordres sans réserve. Šćepan Mali (1766-1773) appartient, par conséquent, non seulement à l'histoire monténégrine, mais aussi à celle de Russie, bien qu'il fût accueilli au Monténégro comme libérateur plutôt que l'empereur russe. Les gouvernements des États qui entouraient le Monténégro, étaient convaincus que cet inconnu a été envoyé par la Russie pour former au Monténégro un puissant point d'appui russe et pour assurer, par celui-ci, l'influence dominante de la cour de Saint-Petersbourg dans la Péninsule Balkanique, au grand préjudice de la Turquie et des États occidentaux. Car Šćepan Mali n'aurait pas pu apparaître si le culte de l'empereur russe n'avait pas été formé au Monténégro ni sans cela s'imposer aux Monténégrins et aux habitants du Littoral et de Brda, en instaurant l'ordre, jamais vu jusque là dans ce „pays sans foi ni loi”. Le providéiteur général vénitien pour la Dalmatie et l'Albanie a bien saisi l'apparition de Šćepan Mali lorsqu'il écrivit: „L'estime de ce peuple pour la cour de Russie est, à mon avis, tellement grande qu'une ombre de celle-ci seulement suffisait à l'éblouir totalement et même à le forcer de changer sa nature”. Pour cette raison, le peuple a immédiatement commencé à croire que l'inconnu était en effet l'empereur russe qui est venu chez ses Monténégrins bien-aimés pour les délivrer et rendre heureux. Šćepan disait lui-même que le temps était venu, comme il mettait constamment en relief, pour les peuples balkaniques de se libérer de la Turquie, avec „l'aide de Dieu” et sous les auspices de la Russie et exerçait par là une considérable influence sur l'activation du mouvement de libération. La Turquie attaqua en 1768 le Monténégro avec 60.000 soldats et bien que celui-ci n'eût pas remporté un succès important dans cette guerre, les nouvelles arrivaient à Saint-Petersbourg qu'il avait résisté avec succès à la grande armée turque. Ces nouvelles étaient venues vers la fin de l'année 1763 lorsqu'une nouvelle guerre entre la Turquie et la Russie avait éclaté et la Russie accordait un rôle important dans cette guerre au Monténégro.

L'apparition d'un autre aventurier qui s'était usurpé le nom de l'empereur assassiné Pierre III, a inquiété la cour russe. d'autant plus qu'il était apparu précisément au Monténégro vers lequel étaient tournés les regards et les espérances des populations orthodoxes dans les vastes espaces balkaniques. Mais, la cour de Russie, à l'instigation des influents frères Orloff, principaux conspirateurs contre l'empereur fou Pierre Fédorovitch, a décidé de faire revivre l'idée de Pierre le Grand d'une coopération entre la Russie et les peuples balkaniques dans la guerre contre la Turquie. La cour de Russie avait assigné au Monténégro un rôle important dans cette guerre et l'impératrice Catherine II a recommandé au commandant en chef de l'armée russe, comte A.G. Orloff de choisir, comme centre le plus approprié de l'action contre la Turquie, Maine ou le Monténégro. A cause de cela, la cour russe voulait utiliser même le soi-disant „empereur russe” Pierre III, car il incorporait le

degré du culte et de l'influence de l'empereur russe non seulement au Monténégro, mais aussi dans une aire plus étendue, mais à condition qu'il ne se nommât pas „l'empereur russe”.

En vue d'organiser une insurrection de vastes proportions, au Monténégro fut envoyé en 1769 le général-major, prince J.A. Dolgoroukoff avec quelques officiers, qui devait organiser l'insurrection des peuples slaves dans la Turquie et, en passant, faire des investigations sur l'épisode avec Šćepan Mali. Il semble que l'impératrice Catherine Alexandrovna reconnaissait bien l'importance du culte russe au Monténégro, car elle avait donné ordre à ses émissaires de communiquer aux personnages les plus éminents du Monténégro et à Šćepan Mali comme leur maître, son invitation à se lever contre les Turcs, ennemis implacables de la religion orthodoxe. L'impératrice elle-même disait qu'il fallait flatter Šćepan et approuver ses actions, car, à cause de l'énorme popularité dont il jouissait, il peut s'acquérir „la gloire, s'il coopérera à la cause commune”. Outre ces mots, dans l'agenda du colonel Jacob Jezdimirovitch qui était envoyé au Monténégro en décembre 1768 (donc avant Dolgoroukoff) on lit que l'impératrice lui avait ordonné d'inspirer à Šćepan Mali la conviction qu'il était en état „de créer, avec ses armes, un nouvel État indépendant des infidèles”, mais qu'elle lui conseillait de renoncer à „l'histoire absurde” qu'il était l'empereur Pierre III, „parce que tout le monde sait que l'empereur est mort depuis longtemps”.

Le prince J.A. Dolgoroukoff devait préparer l'arrivée de quelques navires russes dans les ports du Littoral monténégrin et organiser la coopération de l'insurrection avec l'armée russe, de la même façon que cela a été prévu pour les insurgés grecs à la veille de la fameuse bataille de Tchesmen qui a eu lieu au mois de juin 1770. Mais Dolgoroukoff n'a pas réussi à organiser l'insurrection des tribus monténégrines, herzégoviennes et de celles de Brda. Tout de même, malgré quelques péripéties, il a confirmé à Šćepan Mali le diplôme d'„officier russe” et „ordonné” aux Monténégrines de lui obéir. Le changement dans le plan de guerre russe – que la bataille principale soit livrée près des côtes de la Grèce – a diminué l'importance du Monténégro et Dolgoroukoff était révoqué avec sa grande suite de ce pays. Bien qu'il n'y eût de rencontres importantes des Monténégrines avec l'armée turque, les nouvelles des victoires glorieuses russes ont stimulé les actions des Monténégrins contre la Turquie.

Cette guerre était d'une grande importance aussi pour le Monténégro, car, par la paix de Koutchouk-Kaïnardji (1774), le Russie a obtenu officiellement le droit de protéger les chrétiens dans la Turquie. Pourtant, les Russes n'étaient pas contents d'engagement insuffisant des Monténégrins dans la guerre, tandis que les Monténégrins étaient de mauvaise humeur, car leur pays n'était pas du tout mentionné dans le traité de paix de Koutchouk-Kaïnardji. Mais nonobstant cela, les Monténégrins mettaient tout leur espoir en Russie. et même le gouverneur Jovan Radonjić à orientation pro-occidentale, essayait d'établir des liens

personnels avec la cour russe, C'était le commencement des relations entre les chefs temporels et le gouvernement russe, parallèlement aux liens qu'avait établis le métropolite monténégrin. Ce fut en même temps le commencement de la lutte entre les maisons de Petrović et de Radonjić pour les positions auprès de la cour russe. c.à.d. pour la primauté dans la vie politique du Monténégro, avec l'appui et sous la protection de la Russie. A cause de cela, l'archimandrite Petar Petrović a pressenti avec une grande perspicacité qu'il devait s'opposer au gouverneur, non seulement quant aux positions au Monténégro, mais aussi pour s'assurer la puissante protection russe et la bienveillance de la cour de Russie qui garantissaient à la maison des Petrović l'autorité dans la société patriarcale monténégrine. Pour cette raison, l'archimandrite Petar Petrović, à l'insu du gouverneur Radonjić, se mit en route, avec sa suite, pour la Russie en 1775, pour demander, à ce qu'il semble, les subventions russes arriérées.

En compétition pour gagner la faveur de la cour russe, le gouverneur Radonjić et l'archimandrite Petar Petrović ont compris que les intérêts du Monténégro seraient le mieux sauvegardés s'ils demandaient les bonnes grâces de la Russie en commun et s'ils ne mettaient pas en relief auprès de la cour leur rivalité concernant les positions décisives dans leur pays. A cause de cela, ils entreprirent ensemble le voyage pour Saint-Petersbourg vers la fin de l'année 1777, précisément au moment où les relations politiques entre le Monténégro et l'Autriche étaient en train de s'établir. Et c'est justement à partir de ce temps que commence le conflit d'intérêts entre l'Autriche et la Russie pour l'influence au Monténégro et pour l'orientation des actions des Monténégrins vers la réalisation de leurs buts respectifs. Mais, malgré toutes les tentatives d'arriver à un accord entre Vienne et Saint-Petersbourg, l'Autriche n'a jamais réussi à refouler l'influence absolue russe auprès des Monténégrins qui étaient profondément conscients de son inimitié et de leur détermination naturelle pour l'alliance avec la Russie. Lorsque les premiers émissaires autrichiens, malgré l'accord conclu entre les cours de Vienne et de Saint-Petersbourg, avaient tenté de lier solidement les Monténégrins à l'Autriche, grande était leur déception lorsqu'ils se rendirent compte que ce peuple était résolument disposé en faveur de la Russie „sans ducats et sans aucun pot-de-vin”.

La délégation monténégrine a subi, autant qu'on le sache, un échec total dans la capitale russe, bien qu'elle y eût séjourné six mois. C'était probablement dû au fait que la cour de Russie a eu vent des liens entre les chefs monténégrins et la cour de Vienne et, par conséquent, à la différence de toutes les délégations antérieures du Monténégro, il leur fut réservé un accueil froid et désobligeant. A cause de cela, les chefs monténégrins, après 1779, louvoyaient entre les cours de Saint-Petersbourg et de Vienne, demandant à l'une et à l'autre leur protection pour le Monténégro. Il se produisit tout de même une rupture des relations politiques russo-monténégrines et les représentants monténégrins à Vienne déclaraient que les Monténégrins étaient affranchis de toutes les obligations envers la Russie et qu'ils étaient disposés à se concerter, en secret

ou en public, avec l'Autriche sur une action anti-turque, avec l'appui sur l'Autriche.

Dans la guerre que la Russie et l'Autriche faisaient contre la Turquie (1787–1792), même contrairement aux engagements qu'elle avait pris envers l'Autriche par le traité de 1782 (qui laissait le Monténégro à la sphère d'intérêts de l'Autriche), l'impératrice Catherine II a adressé un manifeste aux Monténégrins par lequel elle les invitait à lutter comme alliés de la Russie. Ce manifeste fut accueilli avec enthousiasme au Monténégro, excepté par le courant des partisans du gouverneur. Pour se préparer à faire la guerre en commun, Pierre I^{er} a demandé à la Russie l'aide matérielle, particulièrement en matériel de guerre. Au mois de juin 1788 une délégation russe (lieutenant-colonel G. Toutolomine et commandant G. Drašković) fut envoyée au Monténégro afin d'organiser la direction des actions monténégrines en conformité avec les opérations et les plans de guerre russes.

Sur l'invitation des émissaires russes et du plénipotentiaire principal Marko Ivelić, les Monténégrins et les habitants de Brda prenaient part aux combats contre les Turcs jusqu'au commencement de l'année 1790, mais malgré les promesses impériales antérieures, le Monténégro ne fut pas même mentionné dans le traité de paix, conclu entre la Russie et la Turquie à Iassy le 9 janvier 1792. Tout de même, l'intérêt que les Russes prenaient aux actions des Monténégrins et des habitants de Brda grandissait constamment, car leur rôle dans l'action anti-turque devenait de plus en plus important. En ce temps, la Russie, malgré son alliance avec l'Autriche, ne voulait pas abandonner le Monténégro à la monarchie de Vienne et, par conséquent, les rapports entre les délégations alliées n'étaient pas cordiaux. Nonobstant la déception grave en gouvernement russe, l'évêque Pierre I^{er} était profondément conscient de l'importance de l'appui matériel et autre que la Russie offrait au Monténégro et il ne pouvait pas se décider de remplacer sa protection par celle de l'Autriche non seulement pour des raisons politiques et d'État, mais aussi pour des raisons nationales et religieuses car il „considérait les soldats russes comme frères, tandis qu'il ne peut pas du tout supporter les autres”.

L'intérêt que la Russie prenait au Monténégro, malgré un certain désillusionnement de ce dernier quant au „puissant empereur”, devint particulièrement fort après l'année 1796, parallèlement au processus de l'unification du Monténégro et de Brda et à l'intensification de la lutte contre les Turcs. Cette disposition était considérablement influencée par l'appréhension des conquêtes françaises dans la région méditerranéenne, et l'empereur Paul I^{er} a commencé, à partir du début de l'année 1797, à travailler à l'établissement des liens plus étroits avec le Monténégro en vue de créer avec lui une alliance dirigée contre Napoléon I^{er}. Au mois de février 1797 l'empereur Paul I^{er} a reçu le délégué monténégrin Nikola Davidović Crnojević (en fait Nikola Petrov Ćirković) qui lui a remis de nouveau la proposition que l'empereur russe devait assumer officiellement le protectorat sur le Monténégro et les Brda. Mais, la cour russe, encore une fois après tant d'autres, a rejeté cette demande,

mais elle était prête à soutenir sa lutte de libération et à renforcer par là son influence dans la Péninsule Balkanique.

En ce temps, dans la société monténégrine il se manifestait deux courants au sujet de l'organisation du pouvoir d'État. Le Monténégro était devenu alors l'objectif principal des jeux diplomatiques russe et autrichien pour l'influence dans les Balkans. La plupart des chefs monténégrins étaient pour l'appui traditionnel sur la Russie. Dans ce jeu s'incluaient aussi différents aventuriers qui, par la cour de Russie et son soutien à l'organisation de l'État au Monténégro désiraient réaliser leurs plans personnels. Le plus connu parmi ceux-ci était un Serbe, général russe David Nerandžić, auquel était lié le gouverneur Radonjić.

Vers la fin de l'année 1785 arrivèrent en Russie le métropolite Pierre I^{er} avec l'abbé Dolci, ainsi que les délégués du gouverneur, au sujet desquels le métropolite a fait ses réserves. Dans les plans fantasmagoriques de Nerandžić, la personne du métropolite Pierre I^{er} n'était que l'objet des abus auprès de la cour russe et il fut expulsé de la Russie.

Pourtant, de tels plans des aventuriers pour l'organisation du pouvoir d'État au Monténégro qui serait lié à la Russie ou à l'Autriche, ne pouvaient pas être réalisés, car le courant qui demandait un État indépendant à organiser par leurs propres forces, l'avait emporté sur les autres.

Bien que les expectatives liées à l'alliance avec la Russie ne fussent réalisées et, qu'en outre, Pierre I^{er} fût profondément déçu du comportement de la cour russe, le respect pour la Russie et la foi en elle étaient puissamment maintenus auprès des Monténégrins. De son côté, à cause des circonstances internationales, la cour russe refusait obstinément de proclamer officiellement que le Monténégro était sous sa protection. Pour améliorer quelque peu l'impression que la politique russe avait produite sur les Monténégrins, l'empereur russe a décoré Pierre I^{er} du plus haut ordre russe d'Alexandre Nevski et à quinze chefs monténégrins a décerné les médailles d'or. Le titre même de „chevalier”, attribué au porteur de cette décoration russe, était, de la part de l'empereur, la reconnaissance pour la sagesse d'homme d'État et pour la politique au métropolite monténégrin. Cette décoration, décernée à Pierre I^{er}, était en même temps le coup décisif asséné au courant du gouverneur Radonjić dans la compétition pour les bonnes grâces de la cour russe et pour la création de l'État au Monténégro et la primauté dans celui-ci. Après l'entrée de l'Autriche dans les Bouches de Kotor (1797), Pierre I^{er} voulait s'opposer encore plus résolument au gouverneur Radonjić, en s'appuyant sur la Russie et en excluant les calculs de ce dernier avec la cour russe. Convaincu que l'occupation autrichienne des Bouches de Kotor était un événement catastrophique pour le Monténégro, Pierre I^{er} pria la cour russe de soutenir la formation du pouvoir d'État dans celui-ci, afin d'être à même de s'opposer plus efficacement aux États catholiques occidentaux. La cour russe décida là-dessus (1799) d'accorder au Monténégro, pour les besoins généraux du pays, la somme de mille roubles d'or par an et d'intervenir auprès de la Turquie afin qu'elle n'at-

taquât plus le Monténégro. Ces décisions ont renforcé davantage l'espoir, d'ailleurs déjà grand, que l'aide et la protection de la part de la Russie seraient encore plus grands. A cette fin Pierre I^{er} envoya de nouveau en Russie (1799) Nikola Davidović pour s'y concerter sur les voies et moyens pour assurer l'aide russe dans l'organisation du pouvoir d'État au Monténégro. A cette occasion, on demandait à la cour de Russie de s'engager à ce que le Monténégro devînt le noyau d'un État „slavo-serbe” considérablement plus vaste, dans lequel entreraient aussi les Bouches de Kotor, afin d'établir les communications avec la Russie par voie de mer.

Lorsque, en 1801, Alexandre I^{er} Pavlovitch monta au trône russe, les relations russo-monténégrines se développaient en un sens encore plus défavorable pour le Monténégro. L'empereur russe a mis en relief le fait qu'il était nécessaire de continuer à donner l'aide pécuniaire au Monténégro et de transférer 300 familles monténégrines en Russie. Pourtant, les demandes monténégrines, adressées à la cour russe, restaient longtemps sans réponse. De nombreuses intrigues provoquaient la mauvaise humeur de la cour russe envers Pierre I^{er}, qui s'était manifestée particulièrement en 1802 et 1803, lorsque le métropolite monténégrin entra en un conflit ouvert avec le synode et le gouvernement russes. A la cour impériale parvenaient les plaintes de nombreux Monténégrins, pour la plupart au service russe, que le métropolite avait commencé à pratiquer la politique d'appui sur la France et qu'il abandonnait, de cette façon, définitivement l'appui traditionnel des Monténégrins sur la cour et l'église russes.

Les accusations contre Pierre I^{er} de la prétendue politique d'appui sur la France, à côté des rumeurs qui parvenaient au gouvernement et au synode russes, ont donné lieu, en 1804, à la fameuse „affaire Dolci” – au premier conflit grave entre le gouvernement russe et le métropolite monténégrin. L'accusation grave contre le métropolite monténégrin qu'avait transmis au comte Alexandre Vorontzoff, ministre des affaires étrangères russe, Alexandre Vučetić, à savoir: que le secrétaire de l'évêque Dolci propageait les idées de la révolution française et que l'évêque monténégrin lui-même y était „enclin”, a produit des conséquences sérieuses sur les relations entre le Monténégro et la Russie. Pour le gouvernement russe, le plus important était d'empêcher la collaboration du Monténégro avec Napoléon et à cet effet on a chargé le comte Marko Iveljić, qui était venu de nouveau au Monténégro, portant les chartes impériales et celles du Saint Synode russe, de la mission d'éclaircir, en sa qualité de général russe et d'„expert pour les questions monténégrines” ces accusations graves. Le métropolite Pierre I^{er} et les chefs monténégrins contestaient la compétence des émissaires russes de le juger eux-mêmes ou de le faire comparaître, à cet effet, devant le tribunal du Saint Synode russe et du gouvernement russe. Sur la recommandation de Vučetić, le gouvernement russe envoyait l'émissaire spécial pour examiner la véracité de ces accusations et rendre aux Monténégrins la foi en cour de Russie. Après une enquête minutieuse, à accusations véhémentes de l'un et de l'autre côté, la faute était rejetée sur l'abbé Dolci qui devint de

cette façon la victime tragique pour le rétablissement des rapports cordiaux entre le Monténégro et le puissant empire slave.

Pour l'empire russe il était d'une importance exceptionnelle d'empêcher le débarquement des Français dans les Bouches de Kotor et la continuation de leur pénétration à travers les Balkans, car les nouvelles des liens faibles entre le métropolitain monténégrin et les Français étaient en vérité justes. Et le métropolitain monténégrin, instruit par l'expérience avec la Russie, demandait à la France de l'aider à réaliser l'État monténégrin, même avec une certaine aide de la part de la France.

L'échec de la mission du comte Marko Iveljić au Monténégro, laquelle avait duré presque dix mois, a convaincu le gouvernement russe qu'il fallait compter avec ce pays, non comme sujet russe, mais comme État en train de se former par ses propres forces et qui s'arrange pour chercher l'appui international tout en gardant son dévouement à la Russie.

Après l'échec de la tentative de destituer Pierre I^{er} de ses fonctions à la tête du Monténégro, le gouvernement russe tâchait de le gagner à sa propre action politique. Pour cette raison, il a établi le consulat russe à Kotor, indépendant de celui à Dubrovnik et y a envoyé (1804) A.J. Mazourovsky, par l'intermédiaire duquel, en sa qualité de „protecteur” des Monténégrins, il fallait chercher à résoudre toutes les questions relatives à leurs rapports avec les autorités autrichiennes. Le gouvernement russe tenait particulièrement à ce consulat, car il voulait, à travers celui-ci, réaliser son influence au Monténégro et en 1805 il a envoyé, à cet effet, à Cetinje. S.Sankovsky en qualité de commissaire impérial auprès du métropolitain monténégrin. Sankovsky a apporté au Monténégro la charte impériale sur la rentrée en grâce de Pierre I^{er} auprès de l'empereur russe et 3.000 ducats de subventions arriérées.

L'intérêt que la Russie prenait au Monténégro et à l'amitié avec lui s'est particulièrement manifesté dans la période de 1804 à 1814, surtout à cause du refoulement de la France des espaces des Balkans. Après la paix de Presbourg (1805) il s'est posée concrètement la question de la collaboration entre les Monténégrins et les Bocquais d'un côté et la flotte russe sous le commandement de l'amiral Dmitri Ségnavine de l'autre, dans la lutte contre l'entrée des Français dans les Bouches de Kotor. Vers le commencement de l'année 1806, les Monténégrins et les Bocquais ont commencé, en coopération avec l'armée russe, à occuper les Bouches de Kotor pour s'opposer en commun à l'entrée des Français dans celles-ci. Leur coopération dans ces actions s'est montrée assez efficace, mais, à cause du développement qu'avaient pris les événements internationaux, les Monténégrins et les Bocquais sont restés seuls à défendre Kotor. Lorsque la Turquie, vers la fin de l'année 1806, avait déclaré la guerre à la Russie, il fut créée une nouvelle situation pour la collaboration des Monténégrins avec les Russes, car la paix de Tilsit en 1807, qui a produit de profondes répercussions sur la politique russe dans les Balkans, a obligé Alexandre I^{er} à abandonner à Napoléon I^{er} presque toutes les sphères d'intérêts en Europe dans lesquelles son influence se faisait fortement sentir et de cette façon les Bouches de Kotor

furent aussi laissées à la France. Ayant perdu les illusions quant à la puissance de la Russie et à la coopération avec son armée, les Monténégrins ont appris encore une fois que les grandes puissances ne se souciaient pas fort de leurs petits alliés. L'émissaire russe Sankovsky lui-même a abandonné le Monténégro en 1807, emportant la demande de Pierre I^{er} à la cour russe de lui envoyer d'urgence l'aide en argent, en poudre et en munitions.

Les relations entre la Russie et la Turquie déterminaient essentiellement aussi le rapport du Monténégro envers le mouvement insurrectionnel accru dans la Balkans et c'était particulièrement le cas de la guerre entre la Russie et la France (1812–1814). Le métropolitain monténégrin proclamait alors que les Monténégrins étaient prêts à aller à la rencontre des Russes dès que ceux-ci apparaissaient en Bosnie. Mais, pour cela, la situation générale ne permettait pas aux Monténégrins de continuer à lutter contre les Français dans les Bouches de Kotor, particulièrement parce que leur espoir d'obtenir l'aide de la Russie était ébranlé. C'est seulement après avoir reçu l'aide de l'Angleterre que Pierre I^{er}, en 1813, entra en guerre contre les Français dans les Bouches de Kotor.

Bien qu'il fût désillusionné quant à l'efficacité de l'appui russe, Pierre I^{er} a demandé, immédiatement après l'unification du Monténégro et des Bouches de Kotor (1813) à la cour de Russie de prendre les deux provinces unies sous sa protection. Mais le Congrès de Vienne (1814) avait décidé que les Bouches de Kotor fussent cédées à l'Autriche, ce qui, pour les Monténégrins, représentait la plus grande déception jusque là, causée par le comportement de la Russie qui sortait triomphante de cette guerre contre la France. Pierre I^{er} se rendit alors compte qu'il ne pouvait exiger de la Russie ce qui ne convenait pas à ses intérêts impériaux. Pourtant, quoique profondément désillusionné par le consentement que la Russie avait donné à la cession des Bouches de Kotor à l'Autriche, Pierre I^{er} était obligé de continuer à s'adresser à la cour d'Alexandre I^{er} pour différentes aides et appuis.

Une des questions les plus importantes était l'émigration des familles monténégrines, épuisées par la faim, en Russie qui était l'unique pays qui pût recevoir un grand nombre des émigrants monténégrins, ce qui devint particulièrement actuel à partir de l'année 1815. Sans accords préalables, en été de l'année 1817, 850 Monténégrins arrivèrent en bateau à Constantinople en route pour Odessa, mais de là, ils furent renvoyés, aux frais de la Russie, au Monténégro, par considération pour la Turquie, ce qui a fait une pénible impression sur les Monténégrins. Ainsi, les mentions fréquentes de la Russie au Monténégro incarnaient plutôt l'espoir en un meilleur avenir, que la jouissance réelle de la protection russe. Le temps de paix entre la Russie et la Turquie et les égards du gouvernement russe pour la Sainte Alliance ne convenaient plus aux Monténégrins, inévitablement réduits aux conflits permanents avec la Turquie. Une telle politique de la Russie est éprouvée au Monténégro comme une grave désillusion. Dans le peuple on conçoit que le peuple monténégrin, en prenant appui sur la Russie, „a été extrêmement ruiné” et que, par la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie en 1822

il fut „offert en sacrifice à nos ennemis”. Bien que la politique d’Alexandre I^{er} consistât, après 1814, à ne pas offrir l’aide aux mouvements de libération, Pierre I^{er} essayait, de différentes façons, d’obtenir l’appui de la cour russe à ses plans, particulièrement par l’intermédiaire des Monténégrins au service de la Russie (par. ex. Ivan Vukotić).

Lorsque, en 1828, commença la guerre entre la Russie et la Turquie, les Monténégrins mettaient tout leur espoir en succès des armes russes. Le métropolitain monténégrin demandait au gouvernement russe de prendre ouvertement son pays sous sa protection et de le déclarer publiquement. Là-dessus Nicolas Alexandrovitch prit en 1825 la décision de limiter sa grâce impériale envers le Monténégro au renouvellement de la subvention, supprimée il y a dix-sept ans.

Pierre I^{er} adressa de nouveau, par l’intermédiaire de Matija Vučićević, à Nicolas I^{er} et au vice-chancelier Nesselrode la prière d’insérer dans le traité de paix avec la Turquie aussi la clause sur la cession de la Zëta et de Bar au Monténégro et d’accorder au Monténégro d’importants moyens pécuniaires et l’aide dans la consolidation du pouvoir d’État. Pourtant, aucune de ces demandes ne fut acceptée, à l’exception du renouvellement des subventions. Lors de la conclusion de la paix d’Andriople (1829) le Monténégro ne fut mentionné pas une seule fois.

Malgré son désappointement au sujet de la Russie, le souverain monténégrin faisait des efforts obstinés en vue d’obtenir pour son pays la protection officielle russe, conscient que par là le Monténégro renforcerait sa position dans les relations internationales et qu’il obtiendrait les moyens matériels indispensables pour la consolidation et la modernisation du pouvoir d’État. Cependant, il croyait fermement et le mettait clairement en relief que les Monténégrins n’étaient que sous la protection morale de la Russie, mais qu’ils ne désiraient pas devenir ses sujets, en soulignant par là l’indépendance de son pays même par rapport à cette puissante protectrice.

Par égard pour l’Autriche, le gouvernement russe n’osait pas s’engager trop dans la consolidation de l’État monténégrin et ce n’est qu’en 1831 qu’il se décide à le faire par l’intermédiaire des Monténégrins au service de la Russie. Il envoya au Monténégro Ivan Vukotić et Matija Vučićević, avec la tâche d’y porter la moitié des subventions arriérées et d’examiner la situation dans ce pays, ainsi que ses rapports avec la Turquie et l’Autriche.

L’arrivée de ces émissaires russes représentait un événement dans la vie intérieure du Monténégro aussi bien que dans ses relations avec la Russie. A partir de ce moment la Russie s’engageait directement dans l’organisation intérieure de l’État monténégrin. Dès le commencement de l’année 1832 Vukotić était le président et Vučićević le vice-président du Sénat monténégrin. Mais Vukotić convoitait le pouvoir au Monténégro, profitant de son autorité d’émissaire russe et, par conséquent, il entra en conflit avec le métropolitain Pierre II et dut abandonner le pays en 1834.

Le métropolitain Pierre II partit en 1833 pour la Russie, malgré l’opposition que Vukotić faisait à ce voyage, et à Saint-Petersbourg fut sacré

métropolitain, comme premier chef ecclésiastique et temporel qui revêtait cette dignité. En outre, il a eu beaucoup de succès au cours de cette mission qui a duré six mois. Il acquit la faveur des cercles officiels de Saint-Petersbourg, une subvention de 10.000 roubles et il procura une imprimerie et beaucoup de livres pour le Monténégro.

La traité d'Unkiar-Skélessy (1833) offrit à la Russie les perspectives plus favorables pour le raffermissement de son influence au Monténégro, mais, de l'autre côté, un accord qu'elle avait conclu avec l'Autriche, l'empêchait de pratiquer une politique plus énergique envers la Turquie. De telles obligations internationales déterminaient la politique russe envers le Monténégro.

Afin de réfuter différentes accusations contre lui auprès de la cour de Russie, Pierre II, après de nombreuses péripéties, arriva de nouveau à Saint-Petersbourg en 1837. Au moyen des preuves convaincantes il réussit à démentir presque toutes les accusations contre lui. Ses demandes, d'annexer la Zéta au Monténégro par voie diplomatique et de transférer un certain nombre des familles monténégrines en Russie – n'ont pas été acceptées. On n'a accepté que la proposition d'accorder au Monténégro une subvention de 80.000 roubles à payer à l'avenir en assignats en vue de renforcer le pouvoir d'État.

En même temps, le gouvernement russe a décidé d'envoyer au Monténégro le lieutenant-colonel J.N. Oséretzkovsky pour se mettre au courant de la situation générale et de la manière dont on utilisait l'aide pécuniaire russe. Cette mission symbolisait le changement de la politique russe envers le Monténégro, en fait l'événement qui représente un tournant dans les rapports russo-monténégrins, ce qui a exercé une puissante influence sur le développement de l'Etat au Monténégro et sur l'importance qu'il avait dans le mouvement de libération dans les Balkans.

Le rapport favorable d'Oséretzkovsky et son engagement personnel ont influé sur le gouvernement russe à changer sa politique envers le Monténégro. On a finalement compris à Saint-Petersbourg que les relations de la Russie avec le Monténégro ne pouvaient plus être limitées au patronage moral, aux conseils comment il devait se comporter envers la Turquie et l'Autriche et à une petite aide matérielle.

A partir de ce temps la Russie s'immisçait aussi activement dans l'organisation intérieure du Monténégro, par les moyens pécuniaires qu'elle accordait au Monténégro, elle assurait la réforme et la consolidation des organes du pouvoir, ce que les Monténégrins considéraient comme une espèce d'approbation de toutes ces mesures par la cour russe, et ce qui leur donnait de l'autorité. Oséretzkovsky a également pris une part directe à l'extension et à la modernisation des organes du pouvoir au Monténégro.

Presque toutes les propositions, formulées et exposées dans un esprit d'amitié, qu'Oséretzkovsky avait soumises à son gouvernement étaient acceptées et par là il a éveillé l'intérêt de celui-ci pour le Monténégro, influant de cette façon sur l'intensification des relations russo-monténégrines. Au raffermissement de ces rapports a considéra-

blement contribué aussi J. P. Kovalyevsky, qui était envoyé au Monténégro pour la première fois en 1838. Il était un grand ami du Monténégro et plus tard il devint un haut fonctionnaire au Ministère des Affaires Étrangères russe. Une preuve du plus grand engagement russe était aussi l'envoi d'A. V. Tchevline au Monténégro (1839-1841) comme observateur russe lors de sa délimitation avec l'Autriche. De cette façon, pour une bonne part grâce à l'engagement de ces trois émissaires russes, a été intensifié le nouveau cours de la politique russe envers le Monténégro.

Après la conclusion du protocole de Londres (1841) l'intérêt que la Russie prenait au Monténégro était intensifié davantage et ce petit État devint un facteur important dans la politique balkanique russe. A cause d'une importante aide matérielle et autres formes d'aide, le Monténégro devenait de plus en plus dépendant de la Russie.

Action russe visant au maintien de l'influence absolue au Monténégro

La reconnaissance de la principauté monténégrine (1852) de la part de la cour russe a raffermi davantage l'influence absolue russe dans ce pays, en symbolisant en même temps le renforcement des positions russes dans les Balkans et de son rôle dans la solution de la question d'Orient. Ceci voulait dire que la Russie destinait un rôle important au Monténégro dans le développement du mouvement de libération nationale dans les Balkans qui serait dirigé selon les instructions de Saint-Petersbourg.

Par son intervention énergique à Constantinople en vue de sauver le Monténégro dans la guerre de 1852-1853, la Russie a porté à la connaissance de tous qu'elle n'abandonnerait pas si facilement à la catastrophe ce petit pays qu'elle considérait comme base de sa politique balkanique.

Ayant un intérêt vital à la destruction de l'Empire Ottoman, les Monténégrins étaient prêts à répondre à tout appel de la Russie d'entrer en guerre comme ses alliés. Des espoirs particulièrement grands en succès des armes russes et monténégrines étaient nourris au cours de la guerre de Crimée (1853-1856). Dans les plans de guerre russes au Monténégro a été accordé un rôle important: de provoquer l'insurrection dans les vastes espaces de Balkans par son action, en commun avec les insurgés et de faciliter par là les opérations de l'armée russe. A cause de cela fut envoyé au Monténégro l'émissaire spécial russe J. P. Kovalyevsky pour préparer son action en commun avec l'armée russe. Ainsi le Monténégro fut pris comme point de départ de l'insurrection dans les Balkans, car les préparatifs de guerre ont pu se dérouler ici mieux que n'importe où dans les Balkans. De cette façon, au Monténégro fut créé la psychose de guerre et il se sont développés de grands espoirs en succès de la Russie. Pourtant, l'engagement du Monténégro dans la guerre contre la Turquie dépendait en premier lieu de la situation internationale. L'Autriche s'opposait catégoriquement à l'engagement du Monténégro dans la guerre et le gouvernement russe, s'étant rendu compte qu'il était impossible d'organiser l'insurrection des peuples balkaniques, a suspendu les prépara-

tifs de guerre du Monténégro, conseillé au prince Danilo de ne pas provoquer la Turquie et l'Autriche et convoqué son émissaire spécial du Monténégro.

Malgré les insuccès que la Russie avait subis dans la guerre, à Cetinje on espérait qu'elle réussirait tout de même à imposer, aux négociations de paix, aussi la question de la solution des problèmes monténégrins. Mais le gouvernement russe, à cause de sa défaite, n'était pas en état de poser, lors des négociations de paix à Paris (1856) aussi la question du Monténégro. Au congrès de Paris les puissances victorieuses, particulièrement sur l'insistance de l'Autriche qui cherchait à exclure la puissante influence russe au Monténégro, très préjudiciable à ses propres intérêts, et qui exigeait des représentants russes de donner une déclaration solennelle sur la politique de la Russie envers le Monténégro. Les représentants russes déclarèrent „que leur gouvernement n'avait avec le Monténégro d'autres liens que ceux qui provenaient des sympathies des Monténégrins envers la Russie et du sentiment de bienveillance que la Russie nourrit envers ces montagnards”.

Le traité de paix de Paris a réprimé l'influence absolue russe dans les Balkans et ceci s'est répercuté inévitablement aussi sur les rapports russo-monténégrins. Dans ce pays c'était facilité aussi par le fait que l'attitude passive de la diplomatie russe à Paris a été interprétée comme son impuissance d'obtenir pour lui quoi que ce soit d'utile sur le plan international, et, par conséquent, il s'est produit un refroidissement brusque des relations entre le Monténégro et la Russie, à tel point que le prince Danilo a interdit de mentionner, pendant le service divin dans les églises monténégrines le nom de l'empereur russe. En politicien réel, le prince Danilo a compris que les puissances occidentales victorieuses pouvaient offrir considérablement plus d'aide que la „protectrice traditionnelle – la Russie” et il s'orientait à la France en ce moment la puissance européenne la plus puissante et la plus influente. N'importe combien le peuple monténégrin avait de la peine à accepter l'abandon de l'appui sur la Russie, le prince Danilo s'est lié fermement à la cour de France, en s'attirant par là un ressentiment excessif du gouvernement et de la cour russes. Pour s'opposer à une forte influence française au Monténégro comme base de sa politique balkanique, la diplomatie russe a dû entreprendre une action longue et compliquée en vue de récupérer ses anciennes positions. A cette fin, elle utilisait les hommes d'orientation russophile au Monténégro pour inculquer aux Monténégrins, par l'intermédiaire de ceux-ci, la foi en puissance de l'empire russe et en sa résolution de continuer à les protéger. Le gouvernement russe et Alexandre II lui-même étaient, en outre, prêts à soutenir d'une certaine façon, le coup d'Etat au Monténégro – le peuple devait détrôner son prince et nommer le russophile Đorđija Petrović chef.

La perte brusque des fortes positions au Monténégro était très désavantageuse pour les plans impériaux de la Russie dans les Balkans, pour ses positions non seulement parmi les peuples balkaniques, mais aussi pour son prestige en Europe. Dans le plan à long terme de la politique orientale russe, le Monténégro devait jouer un rôle important dans

la réhabilitation de son influence à l'Orient, particulièrement sur les événements dans la Péninsule Balkanique et rester à l'avenir sa base importante. A cause de cela, la diplomatie russe s'opposait énergiquement aux plans du prince Danilo de régler les problèmes monténégrins en reconnaissant, avec l'aide de la France, la souveraineté de la Turquie sur le Monténégro.

Voyant dans le projet des puissances occidentales de reconnaître l'autorité suprême turque sur le Monténégro, une menace directe à ses actions futures, la Russie a chargé son appareil diplomatique énorme de s'y opposer partout. En vue d'exercer la pression sur le prince Danilo de renoncer à ce projet, la Russie a suspendu, en 1856, la subvention au Monténégro et peu de temps après cette décision russe a rompu les relations avec lui, mais non avec le peuple monténégrin.

Les voies de solution de la question monténégrine se sont trouvées sur la ligne du rapprochement russo-français en vue de faire sortir la Russie de l'isolement et de trouver la solution des questions d'une importance européenne. Comme la question monténégrine avait une importance du premier ordre pour la Russie, son gouvernement a clairement porté à la connaissance des puissances occidentales qu'elle non seulement ne se résignerait pas à la perte de ses positions au Monténégro, mais aussi qu'elle n'était pas prête à partager ses positions dans ce pays avec qui que ce soit. N'étant pas à même d'obtenir la reconnaissance internationale de l'indépendance du Monténégro, le gouvernement russe ne voulait pas le bercer de fausses espérances et de combinaisons douteuses, désireux de le voir continuer à jouer le gros rôle dans le mouvement de libération nationale, prenant appui sur le grand empire slave.

A cause de cela, la diplomatie russe persistait à faire régler les rapports entre le Monténégro et la Turquie par une simple délimitation, sans chercher la solution de leur position internationale. Lorsqu'elle eut obtenu l'appui de la France pour ce concept, la diplomatie russe a réussi finalement en 1858, après de longues actions compliquées, à le faire accepter aussi aux puissances occidentales et à la Turquie. En cette année, 1858, furent renouvelées les relations officielles entre le gouvernement russe et le prince Danilo, mais l'influence absolue russe ne fut pas restaurée au Monténégro jusqu'à l'année 1896.

Bien que le mouvement insurrectionnel aux environs du Monténégro fût conduit pour une bonne part avec l'espoir en appui de la Russie, elle n'osait pas l'aider ouvertement. Le tzarisme en Russie, forcé de diriger toutes les forces à la transformation intérieure du pays, tendait à résoudre les devoirs de politique étrangère en premier lieu par des moyens diplomatiques. Le soutien aux mouvements de libération nationale des peuples balkaniques, dans lesquels elle voyait ses alliés naturels, est resté un des principes fondamentaux de la politique balkanique russe. Mais ce soutien était indécis, vacillant, non seulement à cause de l'évaluation réaliste de la situation internationale existante, mais aussi à cause de la peur du caractère révolutionnaire des mouvements de libération na-

tionale. En outre, la Russie, en certains moments, soutenait l'exigence fondamentale des peuples balkaniques – libération du pouvoir étranger.

Pour réhabiliter ses positions en Europe et renouveler l'influence décisive sur le mouvement de libération nationale des peuples balkaniques, le gouvernement russe, par le fameux mémoire de Gortchakoff (1860), a soulevé énergiquement la question d'Orient. L'intervention de la Russie en faveur des peuples balkaniques a été accueillie avec un enthousiasme frénétique au Monténégro où elle été conçue comme si le „bras puissant” de la Russie se fut levé de nouveau en défense des peuples balkaniques. Le prince monténégrin considérait que la Russie, cette fois aussi, procédait par son droit historique et que les Balkans entiers devaient naturellement être soumis à son influence exclusive.

Connaissant la disposition des Monténégrins à lutter contre les Turcs, on avait donné ordre de Saint-Petersbourg au consul russe à Dubrovnik d'expliquer à Cetinje le sens de la démarche de Gortchakoff, c'est qu'elle ne signifiait pas une invitation à se préparer pour la guerre, mais plutôt que la Russie faisait des efforts pour atteindre, par voie diplomatique, une amélioration de la situation des chrétiens des Balkans. Saint-Petersbourg persistait à conseiller au prince monténégrin de ne pas se joindre aux actions irréfléchies et de ne pas provoquer la Turquie, car la Russie n'était pas en état de s'immiscer dans un mouvement de proportions considérables. Mais, vu que la Russie ne pouvait pas réaliser son plan de résoudre la question d'Orient sans destruction de la Turquie, ceci convenait en même temps aux intérêts des peuples balkaniques, et, par conséquent, la politique russe dans les Balkans était objectivement positive pour eux.

Après l'année 1860, la Russie a commencé à considérer la Serbie, sous la conduite du prince Michel, centre de l'alliance projetée des Etats balkaniques et elle renvoyait ces Etats à celle-ci, exigeant d'eux de se conformer à sa politique, par l'intermédiaire de son gouvernement. A cause de cela, dans les plans russes le Monténégro était subordonné à la Serbie, élevée au rang de centre du mouvement de libération des peuples balkaniques. Pourtant, bien que la Serbie fût favorisée dans ces plans, l'appareil autocratique russe comptait sur une forte influence que le Monténégro exerçait sur le mouvement de libération, particulièrement en Herzégovine, et pour cette raison sa diplomatie s'efforçait de diriger la politique étrangère du Monténégro selon ses possibilités. Craignant que l'ingérence ouverte du Monténégro dans l'insurrection herzégovinienne eût pu conduire à un développement du mouvement insurrectionnel de vastes proportions, indésirable pour la Russie, elle ne cessait de conseiller au prince Nicolas de laisser à la diplomatie européenne la solution de la question insurrectionnelle. Mais, contrairement aux conseils que lui donnait la diplomatie russe, le Monténégro officiel s'était ouvertement immiscé dans l'insurrection herzégovinienne et la Russie était forcée par là à se résigner à un tel développement des événements. Pour cette raison, la diplomatie russe protestait énergiquement contre les accusations que le Monténégro était coupable de l'organisation de l'insurrection dans l'Herzégovine et proposait l'internationalisa-

tion de l'insurrection, désirant réprimer par là l'influence autrichienne sur l'insurrection et assurer ses positions dans le mouvement global de libération des peuples balkaniques.

Lorsque, au mois d'août 1862, la catastrophe du Monténégro dans la guerre avec la Turquie était imminente, le prince Nicolas s'adressa à la Russie avec la demande d'une intervention diplomatique. L'ambassadeur russe à Constantinople a exigé la cessation des opérations de guerre, mais le prince Nicolas, ne pouvant pas attendre les résultats de ces interventions, conclut à la hâte une paix fort désavantageuse avec la Turquie (1862). Immédiatement après cela, la diplomatie russe a fait des démarches énergiques en vue d'obtenir la médiation collective des grandes puissances en faveur du Monténégro – pour abolir, au moyen de leur pression, certaines dispositions du traité de paix entre ce pays-là et la Turquie.

Par ses procédés énergiques, dictés par le voïvode Mirko Petrović, le Monténégro dérangeait les projets de la diplomatie russe. C'est que le Monténégro n'acceptait pas le concept russe de la recherche lente de la solution diplomatique des problèmes balkaniques importants, mais, par les armes et les insurrections, voulait forcer la main aux grandes puissances pour chercher de toute urgence la solution de ses problèmes vitaux. Connaissant l'importance et le rôle du Monténégro, le gouvernement russe s'efforçait obstinément de l'empêcher de déranger, par son comportement énergique, les plans de sa politique. Insistant sur le maintien de la paix entre le Monténégro et la Turquie, le gouvernement russe ne perdait pas de vue que le règlement de comptes avec l'Empire Ottoman devrait avoir lieu dans les conditions plus favorables et que pour ce règlement il faudrait se préparer aussi bien que possible. A cause de cela le gouvernement russe exerçait une forte pression sur le prince Nicolas afin qu'il continuât l'activité visant à une entente avec la Serbie, en laissant à celle-ci le principal rôle dans les actions de politique étrangère. Soupçonnant le prince Nicolas d'une orientation politique à la France, le gouvernement russe était méfiant et réservé à son égard.

L'insistance du gouvernement russe auprès du prince Nicolas à se soumettre à la primauté de la Serbie, a été comprise à Cetinje comme sa décision d'abandonner la protection traditionnelle et de cesser de favoriser le Monténégro et même de sacrifier les intérêts de ce pays et de sa dynastie en faveur de la dynastie des Obrenović. Cette politique a donné lieu à un refroidissement des relations entre le Monténégro officiel et la Russie, car le „facteur russe” avait toujours exercé une puissante influence sur les conceptions du peuple serbe sur la question de savoir qui devrait être le pivot de son unification politique – la Serbie ou le Monténégro. Le prince Nicolas lui-même considérait que ses positions auprès de la cour russe avaient subi une diminution à cause de l'orientation du prince Michel à la Russie et à cause du fait que la Russie semblait favoriser la Serbie comme centre de la lutte pour la libération nationale des peuples balkaniques.

Se rendant compte qu'elle n'était pas du tout prête pour la guerre, la Russie persistait dans ses efforts à dissuader Cetinje (et aussi Bel-

grade) de provoquer avant le temps un conflit de proportions considérables. Le gouvernement russe craignait qu'une insurrection de grande portée n'éclatât dans les Balkans, car ce serait très désavantageux pour elle, puisqu'elle n'était pas à même de la soutenir activement et le Monténégro et la Serbie n'étaient pas préparés à l'accepter et à l'acheminer et, de cette façon le mouvement de libération aurait pu être dirigé contre les intérêts de la Russie. Tout de même, le gouvernement russe n'osait pas exiger la suspension de toute action armée, car par là il affaiblirait ses positions auprès des peuples chrétiens des Balkans, et, par conséquent, les demandes visant au maintien de la paix étaient faites sous forme de conseils amicaux. La Russie ne pouvait pas, non plus, ébranler l'opinion établie des peuples balkaniques que le grand Etat slave leur offrirait assurément l'aide dans la guerre et les sauverait de la catastrophe en cas qu'ils subiraient un échec.

La Russie était particulièrement intéressée à la création d'un grand état „slave” dans les Balkans, qui se formerait non seulement sous son patronage moral, mais aussi avec son aide effective et, selon la logique du développement, serait en conflit permanent avec la Turquie et l'Autriche et, par là, constamment intéressé aux liens étroits avec elle. Le futur Etat des chrétiens des Balkans serait ainsi, suivant les plans russes, un allié naturel de la Russie.

Comme la politique française et la politique russe dans les Balkans se séparaient de plus en plus l'une de l'autre après l'année 1866, au Monténégro se déroulait une dure lutte entre elles pour les positions dominantes dans ce pays. La diplomatie russe s'opposait aux tendances françaises et autrichiennes de miner l'alliance des Etats balkaniques et d'émousser le tranchant de leur action anti-turque. Elle faisait des efforts pour assurer la non-immixtion des puissances occidentales dans la lutte des peuples balkaniques. Au mois d'octobre 1867 elle s'adressa officiellement aux puissances occidentales, invitant celles-ci de ne pas s'immiscer dans le mouvement de libération des peuples balkaniques.

Après l'insuccès de la mission monténégrine à Constantinople (1867) qui y a été envoyée sur la recommandation de la diplomatie française (et contre la volonté de la Russie), le prince Nicolas s'est rendu compte qu'il ne pouvait réaliser aucun succès important dans le domaine de la politique étrangère sans appui de la part de la Russie. Il abandonna, donc, la politique de balancement entre la France et la Russie et commençait à s'orienter de plus en plus à la „protectrice” monténégrine traditionnelle. Ceci se passait précisément au temps où l'orientation de la Serbie sur le plan de la politique extérieure avait subi un changement (l'orientation à la Russie fut remplacée par l'orientation à l'Autriche-Hongrie) et la Russie attaquait de moins en moins le prince Nicolas et manifestait de plus en plus évidemment son intention de le favoriser, surtout après la mort du prince Michel (1868), comme personnage autour duquel pourraient se rallier les peuples balkaniques dans la lutte contre la Turquie, qui serait soutenue conformément aux plans du cabinet de Saint-Pétersbourg.

S'étant affranchi de l'influence française et convaincu que, en ce temps-là, il ne pouvait compter que sur l'appui de la Russie, le prince Nicolas s'efforçait surtout à acquérir la confiance de la cour russe et à prouver son dévouement à la protectrice traditionnelle russe. De son côté, le gouvernement russe, s'étant rendu compte qu'il ne pouvait plus compter sur la Serbie comme au temps avant la chute d'Ilija Garašanin, favorisait le mouvement de libération bulgare et le prince monténégrin. Par là, le gouvernement russe avait donné au prince Nicolas un appui fort puissant et contribué considérablement au raffermissement de son prestige et influence dans les Balkans. Au temps où la Serbie perdait le soutien puissant russe, la préférence que les Russes accordaient au Monténégro a été considérée comme sa tendance à rallier autour d'elle et du prince Nicolas, avec le soutien du gouvernement russe, les peuples balkaniques et à faire obtenir au prince de Monténégro le rôle qu'avait joué autrefois le prince Michel.

Comme l'influence que la Russie exerçait sur les Monténégrins était énorme et qu'il s'est finalement convaincu que le refroidissement des relations avec elle était une erreur le prince Nicolas réussit à obtenir l'acquiescement à sa visite officielle à Saint-Pétersbourg. Au cours de sa première mission officielle en Russie (vers la fin de l'année 1868 et au début de 1869), le prince Nicolas était bien accueilli partout, et surtout dans les milieux slavophiles. La cour russe continuait à payer la subvention annuelle permanente au Monténégro et elle lui a accordé une aide supplémentaire de 100.000 roubles, payée une seule fois.

La visite du prince à la Russie a inquiété l'Autriche et la Turquie, et parmi les peuples balkaniques, surtout les Serbes, elle était conçue comme sa ferme décision de trouver en Russie l'appui pour une mise en marche décidée du mouvement de libération nationale. En se soumettant à l'influence exclusive de la Russie, le prince monténégrin s'abandonnait à la rêverie que, par elle, il jouerait un rôle décisif dans le mouvement de libération. Une des marques de la faveur et du désir russes de consolider de nouveau l'influence russe au Monténégro était aussi la décision de révoquer le consul russe à Dubrovnik Petković (qui n'avait pas une bonne opinion du prince Nicolas) et de nommer à sa place. A. S. Yonine, homme très proche des slavophiles. Il a établi des liens de grande amitié avec le prince Nicolas, il est devenu son principal conseiller diplomatique et un grand ami du Monténégro. De cette façon, la „puissante protection russe” et la bienveillance envers le Monténégro ont rapidement rehaussé son prestige et consolidé les positions politiques personnelles du prince Nicolas. Conscient de l'importance de la protection et de l'aide matérielle russes, le prince monténégrin s'est lié solidement à la Russie à partir de l'année 1869 et il suivra, en général, une telle orientation de politique étrangère jusqu'à la fin de son règne au Monténégro.

A cause de cela, le prince Nicolas ne voulait prendre aucune décision d'une certaine importance dans le domaine de la politique étrangère sans approbation préalable du gouvernement russe. De cette façon, la politique étrangère monténégrine était dirigée et „approuvée” de

Saint-Petersbourg et le prince Nicolas lui-même n'entreprenait indépendamment que quelques actions. De la nécessité d'une telle activité politique le prince Nicolas s'est convaincu d'autant plus qu'il était exposé à l'hostilité permanente de la Turquie et de l'Autriche et que la France perdait de plus en plus tout intérêt aux affaires balkaniques après l'année 1871. La Russie manifestait sa „puissante protection” lorsqu'elle déclara, au mois de janvier 1870, qu'elle ne permettrait à l'armée autrichienne, au sujet de l'insurrection bocquaise, de violer le territoire monténégrin, et protesta à Constantinople contre l'accumulation des troupes turques aux frontières du Monténégro, car elle y voyait un accord austro-turc pour détruire en commun ce petit Etat.

Bien que la nécessité de faire la guerre à la Turquie s'imposât d'urgence, le gouvernement russe considérait que le Monténégro et la Serbie n'étaient pas prêts pour cela, même si elle les assurait contre l'immixtion de dehors. Gortchakoff était d'avis qu'une guerre prématurée et irréfléchie que le Monténégro et la Serbie entreprendraient contre la Turquie, mettrait la Russie „dans une position extrêmement difficile”: voir la perte de ses coreligionnaires, la ruine de tout ce qu'ils avaient acquis au cours de nombreuses décennies et tout cela avec l'aide du précieux sang russe – et ne pouvoir de n'importe quelle façon obvier à une telle détresse qui les aurait frappés”.

Puisqu'on savait que le prince Nicolas se trouvait sous l'influence dominante de la Russie, les rumeurs de l'intention du Monténégro et de la Serbie de faire la guerre contre la Turquie dans les proportions européennes ont été attribuées à l'initiative de la diplomatie russe et propagées sous son patronage, car, précisément en ce temps, la Russie avait intérêt à ne pas être accusée comme provocateur de la guerre et, par là, aussi perturbateur de l'ordre européen, institué au Congrès de Paris (1856).

En sa qualité de protégé de la Russie, le Monténégro a rapidement augmenté son prestige et son importance dans le mouvement de libération des peuples balkaniques, et la réputation du prince Nicolas (après l'année 1869), surtout parmi les jeunes, était idéale. Pour cette raison, on attachait de nombreuses expectatives irréalisables au prince Nicolas et au Monténégro, ce qui était contraire aux intérêts de la régence serbe à Belgrade. Bien que la politique qu'ils pratiquaient fût austrophile, les régents serbes se rendaient compte que la protection que les Russes accordaient au Monténégro, amoindrissait essentiellement leurs positions dans le mouvement de libération et dans l'importance politique de la Serbie en général et pour cette raison ils ont essayé de concourir avec le prince Nicolas pour les „bonnes grâces de l'empereur russe”.

Lorsque la Russie, par „l'alliance des trois empereurs” (1872) s'était engagée à maintenir le statu quo dans les Balkans, les peuples balkaniques ne pouvaient plus compter sur son appui ouvert à leurs plans antiturcs. A cause de cela la diplomatie russe persistait à conseiller au prince monténégrin de se vouer au développement intérieur du Monténégro, particulièrement de l'armée, mais de garder la paix avec la Turquie. Comme les conflits entre les Monténégrins et la Turquie étaient

inévitables, la diplomatie russe prenait toujours les Monténégrins sous sa protection, „démontrant” sur le plan diplomatique que les Turcs, et non les Monténégrins, étaient coupables de conflit permanents. Ainsi a-t-elle pris une attitude bienveillante envers le Monténégro lors de la tentative diplomatique de régler la grosse affaire du „massacre de Podgorica” (1874), en premier lieu pour prévenir, par une solution pacifique, la guerre entre lui et la Turquie.

Pourtant, sans que le prince monténégrin et le prince serbe l'eussent voulu, l'insurrection éclata (1875) dans l'Herzégovine, ouvrant la grande crise d'Orient (1875–1878), dans laquelle la Russie devait, naturellement, s'inclure activement. En ce temps-là, la question du Bosphore et des Dardanelles avait une grande importance pour la Russie, et elle dut aider le mouvement de libération des peuples balkaniques comme son allié naturel non seulement dans la lutte contre la Turquie, mais aussi contre l'Autriche-Hongrie, dont les plans expansionnistes étaient évidents. Immédiatement après le commencement de l'insurrection dans l'Herzégovine, le conflit des intérêts entre la Russie et l'Autriche-Hongrie pour l'influence dans les Balkans a été considérablement intensifié et le gouvernement russe dut soutenir les revendications des insurgés, bien qu'il sût que de grosses collisions internationales pouvaient résulter de là.

A partir de ce temps les relations russo-monténégrines se trouvaient à l'ombre des marchandages russo-autrichiens relativement aux événements dans les Balkans et au sort international de ceux-ci. Négociant avec l'Autriche-Hongrie (à Reichstadt en 1876 et à Budapest en 1877), la Russie fut obligée, pour s'assurer la neutralité de celle-ci dans la guerre imminente russo-turque, de céder la Bosnie et l'Herzégovine à Vienne ce qui, sur le plan international, déterminait aussi la portée de la participation du Monténégro et de la Serbie à la guerre contre la Turquie (1876–1878).

Comme la Russie était considérée, au Monténégro et parmi les peuples orthodoxes des Balkans en général, l'unique puissance à l'aide de laquelle on pouvait s'attendre aux moments difficiles, ses conseils exerçaient une influence essentielle sur la politique du prince Nicolas dans les questions relatives à la guerre ou à la paix. Le prince monténégrin ne se décidait jamais à donner le moindre sujet de mécontentement à la Russie officielle, puisqu'il ne pouvait nullement réaliser ses plans sans protection russe. L'inobservance des conseils russes signifiait pour le prince Nicolac l'éloignement du „puissant protecteur”, sur la protection duquel il pouvait toujours compter.

Pourtant, sous la pression de l'opinion publique et des exigences des slavophiles russes, le Monténégro et la Serbie voulaient entraîner la Russie officielle dans la guerre avec la Turquie, même contre son gré, car sans son aide militaire active il serait difficile de faire la guerre. Donc, contre le gré du gouvernement russe, le Monténégro et la Serbie déclaraient la guerre à la Turquie (1876) et cette déclaration fut accueillie avec un grand enthousiasme par le public russe. Cette guerre a été suivie et soutenue avec de sympathies énormes surtout par les milieux

slavophiles de la société russe, qui, exerçaient une grande influence sur la politique officielle russe.

Au cours de la guerre entre la Monténégro et la Turquie, comme marque de sympathies russes envers le Monténégro, on envoyait d'importants moyens pécuniaires pour l'acquisition des armes, de la munition et des autres espèces de matériel de guerre. Outre les subventions annuelles permanentes, au Monténégro arrivaient des subsides extraordinaires, envoyés par les autorités et les organisations russes de bienfaisance. Le montant total de ces considérables subsides russes n'a pas été établi précisément, mais on sait qu'il était exceptionnellement grand et important pour l'entretien des Monténégrins et des Herzégoviniens en temps de guerre.

Au Monténégro étaient venues de nombreuses équipes sanitaires qui traitaient et soignaient les blessés monténégrins et herzégoviniens, dans les hôpitaux, organisés par la „Croix rouge” russe. Ont été envoyés aussi les experts militaires et autres, qui ont prêté un grand concours aux Monténégrins dans la guerre qu'ils faisaient à la Turquie.

Dans les actions diplomatiques compliquées qui ont précédé la conclusion du traité de paix avec la Turquie, la diplomatie russe, pour la première fois dans son histoire, n'a pas oublié son „allié fidèle”, le Monténégro. Par le traité de San-Stefano (1878) la Russie a accordé au Monténégro un agrandissement territorial considérablement plus important que celui que les autres grandes puissances consentaient à reconnaître. Le général N. P. Ignatieff, qui dictait, en fait, au nom de la Russie, les conditions de paix à la Turquie, prenait une attitude de bienveillance envers le Monténégro et les brillants succès que celui-ci avait remportés dans la guerre et il a réussi à obtenir du parti vaincu le consentement à ce que le territoire de ce petit Etat fût augmenté de plus de trois fois aux dépens des possessions turques.

Cette protection que la Russie accordait au Monténégro ne fut pas confirmée au Congrès de Berlin (1878), car les puissances occidentales décidaient du sort des Balkans et de la Turquie conformément à leurs intérêts. Faisant des efforts pour assurer du moins ses principaux intérêts, la diplomatie russe ne s'engageait pas trop en faveur de la Russie, car elle rencontrait une opposition exceptionnellement forte de la part de l'Autriche-Hongrie. De cette façon elle a réussi, en qualité de grande puissance, à faire reconnaître „définitivement” l'indépendance au Monténégro et à lui faire obtenir un agrandissement territorial. Bien qu'elle eût désiré obtenir davantage pour le Monténégro, dans la situation internationale d'alors la Russie n'était pas à même de réaliser pour le Monténégro des résultats plus favorables, car en ce temps, malgré les succès qu'elle avait remportés dans la guerre, sa voix ne se faisait entendre que très faiblement dans la solution des questions balkaniques.

Influence absolue Russe au Monténégro

L'orientation russophile consolidé du prince monténégrin se manifestait puissamment particulièrement après l'année 1878. L'orientation à la Russie devenait essentielle pour le développement intérieur et l'entière

politique étrangère du Monténégro. L'appui sur la Russie permettait au prince monténégrin de continuer, tant bien que mal, à faire des préparatifs pour l'expansion ultérieure du mouvement de libération nationale. Le Monténégro avait surtout besoin de protection russe dans la mise en oeuvre des décisions du Congrès de Berlin, car la Turquie et l'Autriche-Hongrie lui suscitaient différents obstacles. Le Monténégro devait inévitablement se tenir à distance, du point de vue politique de Vienne et s'orienter entièrement à la Russie.

Comme le gouvernement serbe pratiquait une politique austrophile, le gouvernement russe avait particulièrement soin de maintenir son influence au Monténégro, flattant le prince monténégrin et tâchant de le persuader qu'il jouerait le rôle que Gortchakoff avait assigné, en son temps, au prince Michel. Quant au prince Nicolas, il continuait à obéir humblement aux recommandations qui lui venaient de la part de la Russie et, par conséquent, le représentant russe à Cetinje était de fait son principal conseil en matière de politique étrangère. Cependant, la diplomatie russe ne s'immiscait pas dans toutes les actions du Monténégro dans le domaine de politique étrangère, surtout celles d'une portée limitée, mais seulement dans celles-ci qui pourraient avoir des proportions et implications plus vastes. Par la protection qu'il offrait au Monténégro, le gouvernement russe a contribué, dans une assez grande mesure, à la situation internationale relativement stable de ce pays. Le Monténégro devint de cette façon le principal appui de la politique russe dans les Balkans qui jouait un rôle important dans le maintien de l'influence russe parmi les Slaves du Sud.

Outre la consolidation des liens politiques, le prince Nicolas a établi aussi les liens d'alliance avec la cour russe – par le mariage de deux de ses filles avec les membres de la cour impériale. Ces mariages ont considérablement rehaussé le prestige et l'importance du prince monténégrin et lui ont assuré un appui encore plus solide sur l'empereur russe. Les Monténégrins concevaient ses alliances aussi comme un transfert du pouvoir de l'empereur russe aussi sur leur pays, ce qui a causé un grand enthousiasme parmi eux. Le prince Nicolas lui-même s'appuyait d'une façon illimitée sur la Russie et déclarait que le Monténégro „devait tout ce qu'il possédait à son bienfaiteur le plus noble”.

La cour russe s'évertuait aussi à favoriser le Monténégro et à louer les mérites et le rôle de son prince. Particulièrement fameuses étaient les paroles de l'empereur Alexandre III, prononcées dans un toast porté à un dîner de gala à Saint-Petersbourg en 1884: „Je bois à la santé du prince de Monténégro, unique ami sincère et fidèle de la Russie”, ce qui a provoqué un grand enthousiasme au Monténégro. Ces mots ont raffermi davantage la conviction des Monténégrins qu'ils seraient constamment sous „la puissante protection russe”. Ces mots symbolisaient le mécontentement de l'empereur russe, causé par la prédominance de l'influence de l'Autriche-Hongrie en Serbie et en Bulgarie et sa résolution de maintenir la prépondérance de l'influence russe du moins au Monténégro.

Outre la nécessité de se tenir solidement à la Russie dans le domaine de la politique étrangère, le Monténégro dépendait aussi de son aide économique. Sans subvention annuelle permanente, sans subsides financiers que lui accordait la Russie de temps en temps, il est peu probable que l'existence normale du Monténégro, en tant qu'Etat indépendant jouissant de la reconnaissance internationale, serait possible.

Après l'année 1878, la subvention permanente accordée au Monténégro par la Russie était payée dans les mêmes montants qu'auparavant : 46.000 roubles au gouvernement monténégrin et au prince, 8.000 roubles au Grand séminaire, 5.500 roubles à l'Institut pour les jeunes filles et 1.000 pièces d'or (environ 3000 roubles) à l'église. A partir de l'année 1879 on donnait une aide pécuniaire régulière à l'hôpital de Cetinje, ce qui se monte à un total de 64.000 roubles (environ 80.000 florins). A partir de l'année 1889 la subvention russe au Monténégro a été augmentée à 100.000 roubles, dont 50.000 appartenaient à la cour du prince Nicolas. A partir de l'année 1896 la Russie donnait une subvention spéciale pour l'entretien de l'armée régulière monténégrine (82.000 roubles). En 1897 elle décida de payer à la cour du prince héritier Danilo 20.000 roubles par an (donc 70.000 roubles en tout à la cour monténégrine). Ainsi – à partir de l'année 1896, le Monténégro touchait un peu plus de 220.000 roubles de subventions russes. A partir de l'année 1902 la subvention russe au Monténégro était augmentée à 500.000 roubles (dont 331.000 roubles pour les besoins de l'armée). Avec quelques aides permanentes de moindre importance, la somme totale de la subvention russe se montait à 560.000 roubles par an. En 1908 la subvention au prince Nicolas fut augmentée à 80.000 roubles, celle payée au prince héritier à 30.000 roubles et l'aide extraordinaire de 100.000 roubles accordée pour une seule fois au prince. A partir de l'année 1911, la subvention à l'armée monténégrine a été élevée à 600.000 roubles. Ainsi, à partir de cette dernière année, le total de la subvention annuelle russe se montait à 921.500 roubles (approximativement 2,000.000 yperpères). En outre, au Monténégro ont été ouverts plusieurs fois d'importants crédits à conditions favorables.

Considérables étaient, d'ailleurs, aussi d'autres formes de secours que la Russie donnait au Monténégro. Dans l'année de famine 1879 la Russie a donné 1,000.000 couronnes pour acheter 15.000 tonnes de blé pour le Monténégro. Pour le règlement des dettes que le Monténégro avait contractées, le gouvernement russe a donné 1,150.000 couronnes. Pour l'acquisition des canons à Vienne (1882), la Russie avait donné 2,000.000 couronnes. En 1900 le gouvernement russe avait ouvert au Monténégro un crédit de 750.000 roubles à long terme d'amortissement et à un taux d'intérêt favorable et cet emprunt permit au Monténégro de se tirer des difficultés où il s'était trouvé à cause des dettes postales à l'Autriche-Hongrie. Au cours des guerres balkaniques la Russie était tenue, conformément aux termes de la convention militaire, à livrer au Monténégro une quantité déterminée d'armes, mais cette obligation n'était pas entièrement exécutée. Très importante était l'aide qui consistait en envoi de 10.000 tonnes de blé et de farine, accordée au Monténé-

gro au commencement de l'année 1913 comme cadeau personnel de l'empereur, ce qui a grandement reconforté son peuple épuisé.

En 1895 la Russie a fait cadeau de 30.000 fusils et d'une grande quantité d'autre matériel de guerre au Monténégro. Aux frais de la Russie e été construite la caserne à Cetinje, entretenues l'armée et les écoles militaires. Au cours de l'année 1909 le gouvernement russe avait donné au Monténégro de considérables quantités d'armes, de munitions et d'autre matériel de guerre. Par les importantes aides financières et autres formes d'aide matérielle, la Russie a exercé une influence essentielle sur le développement total d'État au Monténégro. Les »présents de l'empereur« périodiques ont tout à fait consolidé le prestige et l'importance de la Russie au Monténégro, et, par conséquent, les Monténégrins pouvaient croire uniquement à la bienveillance et la protection puissante de l'Empire Russe.

L'aide de toutes espèces que le Monténégro recevait de la Russie n'ont pas exercé une influence décisive sur l'amour traditionnellement établi des Monténégrins envers le puissant empire slave. Cetta influence était essentiellement due au sentiment de communauté slave, à l'affinité des langues et à l'ascendant puissant de l'église orthodoxe. L'idée slavophile tardive et sa mise en œuvre pratique ont été réalisées au Monténégro en témoignage de la foi en nation-mère des Slaves – La Russie, et c'est pour cela que tant d'espérances variées se rattachaient à elle. Pourtant, l'aide et la protection diplomatique que la Russie accordait aux Monténégrins étaient en même temps un fardeau politique lourd pour le Monténégro. Dans les sphères diplomatiques on disait souvent que le Monténégro, en tant qu'État indépendant, existait, en premier lieu, par la grâce de la Russie et comme sa base, sous sa protection et que pour cette raison, il était obligé, comme État, à se conformer aux exigences du gouvernement de Saint-Petersbourg dans toutes les questions importantes.

Bien que l'aide pécuniaire et autres formes d'aide russe aient exercé une influence essentielle sur les conditions du Monténégro et fussent une source importante des finances, le prince monténégrin la concevait comme une forte pression politique. Tout d'abord, le gouvernement russe finançait richement le Monténégro pour des raisons militaires. Il tenait surtout à développer et à moderniser l'armée monténégrine et pour cette raison il donnait des moyens pécuniaires aussi importants. En outre, le gouvernement russe, par ces moyens financiers qu'il accordait, s'immisçait considérablement dans le développement global de l'État monténégrin, en faisant des efforts pour conformer son développement à ses vœux et aux instructions de Saint-Petersbourg. Grâce aux subventions russes, le budget du Monténégro était allégé de sa position fondamentale – financement de l'armée et d'autres débours principaux d'État.

D'importants moyens pécuniaires et autres formes d'aide étaient donnés au Monténégro par la Russie pour des raisons politiques déterminées: d'en faire l'exécuteur docile de ses plans politiques et militaires. La majeure partie de l'aide russe a été affectée à l'armée monténégrins, qui devait être utilisée pour la réalisation des plans militaires russes

dans les Balkans, Mais cette grande aide financière russe au Monténégro obligeait celui-ci à exécuter docilement les exigences de la Russie. Les représentants diplomatiques de la Russie à Cetinje exerçaient le chantage sur le souverain monténégrin, en disant que l'aide financière, accordée à son État, serait suspendue s'il venait à s'attirer par quoi que ce soit le ressentiment du gouvernement russe. Ceci représentait un lien spécifique de vassalité du Monténégro par rapport à la Russie. L'ingérence excessivement grande de la Russie dans la totalité de la vie du Monténégro, nonobstant tout le dévouement envers elle, blessait les sentiments d'État et les devoirs du souverain monténégrin et, vers la fin de l'année 1910, il répondit aux menaces de l'envoyé russe que la Russie suspendrait le paiement des subventions: »Soit que la Russie cesse soit qu'elle ne cesse pas de donner l'aide au Monténégro, celui-ci lui restera toujours fidèle et dévoué, car les sentiments qui le lient à elle et les traditions séculaires, ce sont ces liens les plus solides – liens de race et de religion, et non pas l'argent. Hélas, pauvre Monténégro, malheureux que je suis, moi-même, s'il en est venu à évaluer en roubles notre ancienne fidélité et dévouement à la Russie«.

Malgré tout le dévouement et toute la fidélité à la Russie, le prince monténégrin entra en conflit avec le gouvernement russe, sans pourtant se décider à une rupture définitive avec celui-ci. Ainsi, il »en voulait« à la diplomatie russe d'avoir, à son insu, posé la candidature du membre de sa dynastie, le voïvode Božo Petrović, au poste de gouverneur de Crète (1898) en qualité de mandataire des grandes puissances pour la solution de la crise de Crète d'alors. Un conflit particulièrement grave, pourtant sans conséquences sérieuses, avait surgi entre le Monténégro et la Russie officielle en 1905, provoqué par la pénétration du capital italien et de l'influence politique de l'Italie dans les Balkans. Ce conflit diplomatique grave démontrait l'obstination du gouvernement russe à conserver le Monténégro comme base de sa politique balkanique et à ne pas permettre d'en être évincé comme facteur décisif en aucune façon et par qui ce soit. Cependant, le prince Nicolas fut obligé de raffermir de nouveau ses relations avec la Russie. Après l'année 1903 la Serbie s'orientait à la Russie, à cause du danger de mort qui venait de la part de l'impérialisme austro-allemand, et le prince Nicolas dut de nouveau entrer en compétition avec sa rivale pour les positions auprès du gouvernement russe. Pendant sa visite à Saint-Pétersbourg en 1908 il acquit la conviction que le gouvernement russe tenait beaucoup à la Serbie et qu'il désirait les relations sincères et amicales entre celle-ci et le Monténégro. Ceci l'amena à croire que la bienveillance du gouvernement russe envers le Monténégro dépendait dans une considérable mesure de ses rapports avec la Serbie, car le gouvernement russe était très intéressé aux bonnes relations de ces deux États balkaniques afin qu'ils fussent en état de prendre une attitude identique dans les crises qui étaient imminentes.

Le gouvernement russe se rendait compte que les conditions dans les Balkans étaient défavorables au développement du mouvement de libération nationale dans cette région et, pour cette raison, sa politique »balkanique« était assez inactive vers la fin du XIX^e et au commence-

ment du XX^e siècle. C'est pourquoi l'influence russe au Monténégro ne représentait plus une importance d'ordre européen, car elle était constamment refoulée dans les sphères diplomatiques par les aspirations de l'Autriche-Hongrie. A cause de cela l'influence absolue russe au Monténégro n'avait pas en ce moment cette importance qu'elle possédait avant l'année 1878. Le gouvernement de Saint-Petersbourg dut lui-même se concerter plus précisément avec l'Autriche-Hongrie sur l'influence qu'elles exerceraient sur les événements balkaniques. Outre cette rivalité permanente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie pour l'influence au Monténégro, il apparut, vers la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle aussi une puissante influence italienne au Monténégro, à laquelle le gouvernement russe s'opposait énergiquement. Surtout au commencement du XX^e siècle, l'expansion du capital et de l'influence politique autrichiens refoulaient de plus en plus l'influence russe dans les Balkans. Le souverain monténégrin commença alors à louvoyer entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, bien qu'il se déclarât constamment adhérent de la protectrice traditionnelle – Russie.

Outre les circonstances internationales générales, surtout les oppositions russo-autrichiennes dans la Péninsule Balkanique, l'intensité et le volume des relations monténégrino-russes étaient essentiellement en fonction des relations entre la Serbie et la Russie, car pour la politique russe dans les Balkans était d'une grande importance de se décider, lequel de ces deux Etats devait être favorisé comme centre du mouvement de libération nationale balkanique. Après le rejet (1894) de la convention secrète avec l'Autriche-Hongrie, la Serbie s'orientait de nouveau à la Russie. La Russie ayant de nouveau prêté son attention spéciale à la Serbie et à la Bulgarie, la Monténégro a inévitablement perdu son importance dans les plans balkaniques russes.

L'activation de la politique balkanique russe fut accueillie avec une résistance véhémente de la part de l'Autriche-Hongrie et la Russie fut obligée à négocier avec Vienne. Par les accords conclus à Saint-Petersbourg (1897) et à Mürzsteg (1903) la Russie et l'Autriche-Hongrie s'engageaient à maintenir le statu quo dans les Balkans et à pratiquer la politique balkanique de concert. Les questions de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine étaient alors de la plus grande actualité et, par conséquent, le Monténégro ne prenait pas une place importante dans les plans politiques de la Russie. Il avait, pour la Russie, une certaine importance comme facteur militaire et pour cette raison, elle a établi à Cetinje une agence militaire. L'agent militaire russe à Cetinje Nicolas Potapoff exerçait une très forte influence sur l'organisation et l'activité entière de l'armée monténégrine. Les officiers russes entraînaient les cadres monténégrins de sous-officiers et d'officiers et en 1911 fut fondé à Cetinje aussi le corps de cadets (école militaire), entretenu par les moyens russes. La plupart des professeurs à cette école étaient officiers russes et, par conséquent, l'instruction s'effectuait en général suivant les règles militaires russes. Le souverain monténégrin a conclu, en 1910, une convention militaire secrète avec la Russie, par laquelle il avait renoncé, en faveur de l'empereur russe, au droit de commandement suprême dans

l'armée monténégrine. A ce compte-là, la Russie a assumé la majeure partie des frais pour l'approvisionnement et l'entretien de l'armée monténégrine. La Russie faisait aussi les honneurs à la cour monténégrine. Ainsi, un régiment russe (stationné près d'Odessa) portait le nom du souverain monténégrin. Le prince Nicolas lui-même était officier honoraire de l'armée russe (à partir de l'année 1912 feld-maréchal) et ses deux fils avaient aussi des grades d'officiers honoraires dans l'armée russe.

Le mouvement de libération nationale des peuples balkaniques s'étant accru au commencement du XX^e siècle, la Russie et L'Autriche-Hongrie, malgré les engagements mutuels convenus, entrèrent en collision véhémente à cause des Balkans dont elles connaissaient l'importance dans le règlement des comptes futur des puissances impérialistes. Les Serbes et les Monténégrins se doutaient de longévité et de solidité de l'entente austro-russe. Ils voyaient en Russie l'unique État dont on pouvait attendre un appui actif dans la lutte contre la Turquie et l'Autriche-Hongrie.

Profitant des troubles et du désordre dans la Turquie d'Europe, la Russie se présentait à la Porte comme protecteur des intérêts du Monténégro et de la Serbie, et même de la Bulgarie, mais, en faisant cela, elle devait tenir compte des intérêts agressifs de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et des intérêts du capital allemand en Turquie. Et pourtant, aucune de ces puissances ne désirait la guerre dans les Balkans: la Russie à cause de la guerre imminente avec le Japon et de la peur des événements révolutionnaires et l'Autriche-Hongrie parce qu'elle n'était pas prête à faire la guerre et parce qu'elle ne s'était pas assuré l'appui total de l'Allemagne.

Au Monténégro on redoutait surtout que l'Autriche-Hongrie ne profitât du fait que la Russie se trouvait en guerre avec le Japon, pour occuper les régions de Sandjak, Kosovo et Metohija et de rendre impossible par là la réalisation de ses plans pour la libération de ces provinces de la domination turque, L'accord de Mürzsteg n'était pas encourageant non plus, car d'après lui la Russie avait consenti aux exigences de l'Autriche-Hongrie qu' une partie du vilayet de Kosovo fût exceptée de l'action de réformes et abandonnée à elle. Pour diminuer ses grandes craintes de la pénétration autrichienne dans les Balkans, au souverain monténégrin on donnait des assurances de Saint-Petersbourg qu'il pouvait se fier entièrement à la Russie qui »saura sauver les intérêts des peuples slaves«. Bien qu'elle fût occupée par la guerre avec le Japon, la Russie suivait avec vigilance les événements dans les Balkans, en tâchant d'y maintenir le statu quo. A cause de cela, elle conseillait sans cesse au prince monténégrin d'entretenir de bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie.

L'échec que l'armée russe avait subi dans la guerre avec le Japon était une désillusion pour le Monténégro et ce fut la raison principale de certains changements qui s'étaient produits dans la politique du prince monténégrin. A partir de la fin de l'année 1904 le prince louvoyait entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, mais il ne désirait pas s'éloigner de la

Russie, ni soumettre le Monténégro à la dépendance économique et politique de l'Autriche-Hongrie. Dans ses actions dans le domaine de politique étrangère, le prince monténégrin ne consultait plus toujours la Russie comme il l'avait fait auparavant, mais même cachait d'elle ses plans et ses actions. A cause de cela, la diplomatie russe suivait avec vigilance les actions du souverain monténégrin dans le domaine de politique étrangère, tâchant au moins d'amoindrir l'effet du refroidissement de ses relations avec la Russie: Malgré les tentatives d'arriver à un accord avec l'Autriche-Hongrie, le prince Nicolas, habitué à recevoir la protection de la Russie, continuait à attendre l'aide diplomatique et autres formes de secours de sa puissante protectrice, surtout dans la lutte contre les prétentions austro-hongroises.

Lorsque l'impérialisme autrichien dans les Balkans se fut brutalement manifesté par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, la Russie n'était pas prête à défendre par les armes ses protégés – Monténégro et Serbie et, par conséquent, elle leur conseillait constamment la prudence dans les rapports avec l'Autriche. La Russie elle-même avait consenti à l'annexion, dans le domaine de la diplomatie, elle prêtait un certain appui aux revendications du Monténégro et de la Serbie, tâchant de maintenir la paix dans les Balkans. Elle ne s'opposait pas aux négociations éventuelles entre le prince et le gouvernement de Vienne sur la question des compensations à donner au Monténégro, mais ce gouvernement refusait d'offrir quoi que ce soit en compensation. Le gouvernement russe, de son côté, rejetait les propositions de donner des compensations au Monténégro et à la Serbie aux dépens de la Turquie, car elle désirait faire entrer cette dernière dans le bloc de l'Entente. Les conseils de la Russie ont influé sur le Monténégro et la Serbie, et ces deux États reconnurent l'annexion qui avait déjà obtenu la reconnaissance sur le plan international.

En Russie on se rendait bien compte que les États slaves des Balkans seuls pouvaient empêcher la pénétration ultérieure de l'Allemagne vers l'Orient et que les Balkans seraient la scène des campagnes violentes dans la guerre à venir, et on tâchait d'affermir l'influence russe dans les États balkaniques comme alliés naturels de la Russie.

Le patronage traditionnel de la Russie se transformait au commencement du XX^e siècle en une ingérence excessive de la Russie dans la politique étrangère du Monténégro. Le louvoisement entre la Russie et l'Autriche-Hongrie était conçu à Saint-Pétersbourg comme si le prince Nicolas était acheté par le gouvernement de Vienne et, par conséquent, on y était méfiant envers lui. L'Autriche-Hongrie, par contre, considérait que le Monténégro se maintenait comme État, uniquement grâce à la protection et à l'aide de la Russie. Le prince Nicolas ressentait vivement le protectorat russe sur le Monténégro, et il déclarait en 1911: »Mais je vais souffrir la faim plutôt que ces rapports de servitude... Vous connaissez mes relations actuelles avec la Russie et j'ai à présent décidé de m'affranchir de la dépendance qui résulte de ces rapports«. Pourtant, la réalité dictait que le prince Nicolas ne pouvait pas s'affranchir de la Russie, mais il se liait à elle encore plus fortement.

Le plus puissant moyen de pression que la Russie utilisait envers le Monténégro était la menace de suspendre les subventions qu'elle lui donnait et le prince Nicolas n'était pas en état de pratiquer une politique étrangère tout à fait indépendante. Il était obligé au fond d'adopter les conseils et les propositions russes, bien qu'il fût d'avis qu'avec la Russie les relations amicales devaient être maintenues sur un pied d'égalité, ce qui n'était pas objectivement possible. L'appui évident que la Russie prêtait à la Serbie, envers laquelle le roi monténégrin nourrissait une grande méfiance à cause des oppositions dynastiques, et, outre cela, la pression permanente qu'exerçait sur lui le grand empire russe, provoquaient la colère du souverain monténégrin et le manque de confiance en son puissant protecteur traditionnel. Le roi monténégrin pratiquait pour cela une politique dissimulée: il maintenait d'assez bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie et en même temps gardait la bienveillance et l'aide de sa rivale Russie. Dans la plupart des cas la Russie conditionnait aussi son appui diplomatique au Monténégro par le consentement absolu de son souverain à ses exigences.

En recommandant aux États balkaniques la conclusion de l'alliance balkanique et en exerçant une influence décisive sur l'accord à réaliser entre eux, la Russie désirait que cette alliance fût dirigée non seulement contre la Turquie, mais aussi contre l'Autriche-Hongrie. Elle était contre »l'action arbitraire« des États balkaniques, car la guerre intempestive contre la Turquie pouvait provoquer l'Autriche-Hongrie et ouvrir par là la guerre européenne. La Russie appréhendait que les États balkaniques pourraient causer la guerre inopinément et, comme leur protectrice, elle considérait qu'ils étaient tenus d'obtenir préalablement le consentement de Saint-Petersbourg. En réalité, en créant l'alliance balkanique, le gouvernement russe voulait créer une arme pour la guerre européenne à venir. Pourtant, les événements ne se déroulaient pas conformément à son désir, car les États balkaniques avaient commencé la guerre avant que les préparatifs diplomatiques et militaires de la Russie fussent terminés et, par conséquent, ses efforts visant à différer la guerre ont subi un échec.

Dans le grand jeu diplomatique relatif à la guerre balkanique, les intérêts du Monténégro et des autres États balkaniques étaient protégés par les puissances de l'Entente, avant tout la Russie, s'opposant aux intérêts impérialistes de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, dont les plans ont été fort dérangés d'un seul trait par les États balkaniques. Tout de même, la Russie n'était pas en état de réaliser sur le plan diplomatique toutes les prétentions monténégrines, et surtout les aspirations du Monténégro à obtenir Scutari. L'Autriche-Hongrie a réussi, à la conférence de Londres en 1913, à empêcher la Serbie de déboucher sur l'Adriatique et, en commun avec l'Allemagne, s'opposait opiniâtement à l'annexion de Scutari au Monténégro. Obstiné dans son intention d'occuper Scutari, même contre la volonté des grandes puissances, le Monténégro, unique parmi les alliés balkaniques a refusé de signer l'armistice avec la Turquie du 20 avril 1913, et continuait d'assiéger Scutari pour prendre la ville, à la fin en vain. Le roi monténégrin ne voulait pas

écouter le conseil de la Russie qui tâchait de le persuader de l'inutilité des efforts et des victimes pour garder Scutari en possession du Monténégro, car l'Autriche-Hongrie ne voulait pas le permettre et cette obstination irritait la diplomatie russe. On connaît la phrase du ministre russe des affaires étrangères que le roi de Monténégro était »prêt à allumer l'incendie de la guerre mondiale pour y cuire une omelette pour lui«. Ce n'est qu'après une démonstration militaire-navale et, la forte pression de la part de l'Autriche-Hongrie et sur le conseil du gouvernement russe, que les Monténégrins évacuèrent Scutari qu'ils avaient occupée.

A cause de son comportement au cours de la crise de Scutari, le gouvernement russe traitait le roi Nicolas très froidement, mais ne manquait pas d'inclure le Monténégro dans la stratégie de sa politique balkanique. Et cela d'autant plus que la guerre mondiale était imminente et que le Monténégro jouait tout de même un rôle militaire assez important.

Comme auparavant, le gouvernement monténégrin et le roi Nicolas, tournaient, dans les situations difficiles, leurs regards vers la Russie, attendant d'elle un puissant appui. Lorsque la première guerre mondiale eut éclaté, on considérait à Cetinje qu'il fallait absolument suivre docilement les conseils de la Russie, mais ils ne s'en tenaient pas toujours.

Pour la cour monténégrine et les cercles qui la soutenaient, il n'était plus possible, comme auparavant, d'assurer le plein appui du gouvernement russe pour la réalisation de leurs intérêts particuliers. Le gouvernement russe était d'avis que, dans le cas où l'issue de la guerre serait couronnée de succès, il fallait créer autour de la Serbie un vaste État slave dans les Balkans dans lequel entrerait aussi le Monténégro et sa dynastie serait sacrifiée à ce nouvel État. Sazonoff surtout avait une opinion extrêmement négative du roi Nicolas (qu'il traitait aussi de »canaille«) dont les plans dynastiques représentaient un grand obstacle à la création d'un État plus grand des Slaves du Sud. Sachant que le gouvernement russe était prêt à sacrifier sa dynastie, le roi Nicolas faisait des efforts pour s'assurer l'appui de la cour russe, puisque les souverains monténégrins se liaient toujours plus aux cours européennes qu'aux idées et partis politiques révolutionnaires. Ceci lui réussit en partie grâce à l'influence de son beau-fils, le grand duc Nicolas Nicolaévitch, commandant en chef de l'armée russe. Parallèlement à l'affaiblissement de l'influence de la cour russe sur la politique de l'Empire, il était normal que les positions de son protégé – souverain monténégrin – décroissent aussi.

D'après la convention militaire secrète de l'année 1910, le souverain russe jouissait de droit de commandant en chef de l'armée monténégrine. Faisant usage de ce droit et d'influence traditionnelle au Monténégro, le gouvernement russe et l'empereur lui-même ne cessait pas de recommander au roi de Monténégro que l'armée monténégrine agît de concert avec l'armée serbe et que les opérations fussent dirigées par le grand quartier général serbe. Les alliés, et surtout le gouvernement russe, exigeaient énergiquement du souverain monténégrin de renoncer à toutes les opérations séparées vers l'Herzégovine et l'Albanie et de les mener selon les instructions du grand quartier général serbe.

Pour le gouvernement russe il était particulièrement important de diminuer les prétentions italiennes sur le Monténégro et la côte dalmate en général. Tâchant d'attirer l'Italie dans le bloc de l'Entente, la Russie rejetait obstinément les prétentions excessives italiennes, mais lors de la conclusion du protocole de Londres de 1915 elle n'a pas trouvé l'appui énergique de ses alliés dans la défense des intérêts des peuples serbe et croate. C'était d'autant plus important que le roi de Monténégro tentait de porter préjudice à la réalisation du plan du gouvernement serbe pour la création de l'État yougoslave élargi.

Certains milieux russes, surtout ceux autour du grand duc Nicolas Nicolaévitch, étaient prêts à soutenir les actions particulières du souverain monténégrin et de lui assurer, de cette façon, de meilleures chances pour continuer la vie indépendante du Monténégro et de sa dynastie. Ils soutenaient surtout l'intention du roi Nicolas d'annexer les Bouches de Kotor au Monténégro, comptant sur celles-ci comme base navale importante que le roi certainement aurait louée à la Russie. C'était un autre trait désespéré du souverain monténégrin visant à différer, avec l'aide de la cour russe, le détronement inévitable de sa dynastie et l'inclusion du Monténégro dans l'État yougoslave élargi. Bien que la dynastie monténégrine ne fût pas détronée, comme celle de Russie, par des méthodes révolutionnaires, le souverain monténégrin et les hommes qui le soutenaient ne pouvaient plus compter sur la grâce de la cour impériale russe qui avait considérablement aidé la dynastie des Petrović dans ses affaires relatives à la formation de l'État.

Tâchant, au cours de la première guerre mondiale, de s'émanciper autant que possible de la Serbie, le roi Nicolas a, en 1915, envoyé en Russie son émissaire (général Mitar Martinović) comme représentant militaire et politique auprès du gouvernement russe. Le roi de Monténégro l'a fait contre la volonté des gouvernements serbe et russe, mais avec le puissant appui de Nicolas Nicolaévitch. Il était clair que le souverain monténégrin essayait de détacher, avec l'appui de la cour russe, les intérêts de son royaume des intérêts serbes, mais il n'y a pas réussi et même le commandant en chef de l'armée russe Nicolas Nicolaévitch l'a averti de son obligation de faire exécuter les opérations monténégrines de concert avec le grand quartier général serbe.

Perdant de plus en plus les positions politiques et conscient que la cessation de la vie indépendante du Monténégro en tant qu'État, était inévitable, le souverain monténégrin mettait à tort tout son espoir en bienveillance de la cour russe. Vers le milieu du mois de mars 1916, donc après la capitulation de l'armée monténégrine, le roi Nicolas désirait partir pour la Russie comme hôte de la cour russe où il jouirait des privilèges qui lui appartenaient en sa qualité de feld-maréchal de l'armée russe, mais l'empereur russe l'a catégoriquement refusé. Le roi Nicolas voulait amadouer la cour russe à soutenir ses prétentions visant à l'agrandissement du territoire du Monténégro et au développement ultérieur de son État, mais il n'a trouvé aucun appui auprès du gouvernement russe.

Les tentatives désespérées du roi Nicolas de prolonger, avec l'aide de la cour russe, la vie indépendante du Monténégro et de sa dynastie ont été définitivement interrompues par les révolutions en Russie de 1917. En conséquence de la révolution de février et de la révolution d'octobre la cour russe a cessé de jouer un rôle politique et par là la dynastie monténégrine perdit aussi son appui sur l'appareil autocratique russe. Ce fut aussi la fin des relations politiques russo-monténégrines, basées en premier lieu sur les intérêts de la dynastie monténégrine et la politique de l'autocratie russe.

Malgré les refroidissements périodiques et quelques malentendus, le Monténégro officiel était, généralement, orienté à la Russie. Parmi les Monténégrins on cultivait un grand amour et un fort dévouement à la »Russie orthodoxe«. Le prestige et l'influence de la Russie étaient très puissants au Monténégro et les Monténégrins avaient accueilli la Russie comme leur unique protecteur naturel. Ainsi s'était formé au Monténégro un véritable culte de la Russie qui, plus tard, comme »facteur russe«, jouera un rôle important dans les options et les événements révolutionnaires.